

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 16 JUILLET 1919.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription ainsi que sur les taxes de brevets d'invention.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Il est dès à présent certain que l'accroissement de recettes que nous attendons des différentes dispositions comprises dans le projet qui vous a été soumis le 20 mars 1919, sera insuffisant pour faire face aux dépenses sans précédent devant lesquelles le Gouvernement se trouve placé aujourd'hui. Nous sommes donc tenus de créer d'autres recettes pour combler le déficit. C'est pourquoi nous vous apportons un ensemble de propositions destinées à procurer au Trésor un notable supplément de ressources.

D'une manière générale, les dispositions qui vous sont soumises ont pour objet, non pas la création de matières imposables nouvelles, mais le remaniement de certains tarifs en matière de droits de timbre, d'enregistrement, d'inscription hypothécaire et de taxes de brevets d'invention. Ainsi que vous le constaterez, nous nous sommes particulièrement attachés à faire disparaître certains privilèges que des lois antérieures avaient consacrés et que pouvait justifier l'intérêt de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, mais qui doivent incontestablement céder dans les circonstances difficiles que nous traversons.

Nous avons rangé en quatre titres les diverses dispositions que nous avons l'honneur de vous soumettre, à l'appui de chacune desquelles nous croyons devoir vous donner quelques éclaircissements.

TITRE PREMIER.**DROIT DE TIMBRE.****Quittances et chèques.****(ARTICLES 1 A 10.)**

Nous proposons de substituer au droit de timbre de quittance, fixé actuellement au taux unique de 25 centimes, un droit gradué d'après les sommes et valeurs.

Il ne peut évidemment être question ici que d'un droit extrêmement modique. Nous nous sommes arrêtés au taux de 10 centimes par 500 francs, sous cette double restriction que pour les quittances de 100 francs et au-dessous le droit ne sera que de 5 centimes et que les quittances ne dépassant pas 10 francs jouiront, comme aujourd'hui, d'une immunité complète.

Le nouveau droit sera perçu, non pas seulement comme cela se pratique actuellement sur les quittances constatées par des actes en forme, mais sur tous les écrits qui en tiennent lieu, signés ou non signés. Il importe qu'on ne puisse éluder l'impôt au moyen de signes conventionnels qui remplaceraient les quittances, bien que la signature du créancier ne fût pas apposée sur le titre.

Afin de faciliter aux contribuables l'exécution de la loi, il pourra être fait emploi de timbres adhésifs. Les intéressés auront néanmoins la faculté de faire usage de papiers débités par l'administration ou de papiers timbrés à l'extraordinaire.

Sous l'empire de la législation actuelle, le chèque jouit de l'exemption complète du droit de timbre (loi du 25 mars 1891, art. 62, 87°).

Il nous a paru que ce titre, qui constitue un instrument de paiement, devait logiquement être placé sur la même ligne que la quittance, et qu'il pouvait sans aucun inconvénient être frappé du droit minime de 10 centimes par 500 francs.

Il est évidemment difficile de chiffrer d'une façon précise l'accroissement de recettes qu'il y a lieu d'attendre des dispositions nouvelles sur le timbre de quittance et de chèque; l'Administration estime qu'il ne saurait être inférieur à quatre millions.

Effets négociables ou de commerce.**(ART. 11 ET 12.)**

Le droit de timbre proportionnel sur les effets négociables ou de commerce a été fixé par l'article 12 du Code du 25 mars 1891 ainsi qu'il suit :

- A 10 centimes pour les effets de 200 francs et au-dessous;
- A 25 centimes pour les effets au-dessus de 200 francs jusqu'à 500 francs;
- A 50 centimes pour les effets au-dessus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs;
- A 1 franc pour les effets au-dessus de 1,000 francs jusqu'à 2,000 francs;
- Et ainsi de suite à raison de 50 centimes par 1,000 francs.

Le droit sur les billets et obligations non négociables est fixé aux mêmes taux.

Mais tandis que ces derniers titres sont frappés d'un droit proportionnel d'enregistrement calculé également sur le montant des sommes, droit qui frappe, non seulement le titre lui-même, mais aussi la cession, le cautionnement et la quittance, les effets de commerce jouissent, de ce point de vue, d'une complète immunité : pas de droit d'enregistrement ni sur le titre (sauf pour les billets à ordre), ni sur l'endossement, ni sur l'aval, ni sur l'acquit.

Il y a là entre les deux sortes de titres une inégalité de traitement qui, si elle se justifie dans une certaine mesure, est évidemment excessive.

L'occasion se présente de faire disparaître partiellement cette inégalité. Étant donnés les besoins du Trésor, il nous a paru expédient de relever les droits de timbre sur les effets négociables. D'après l'article 11 du projet le droit serait porté au double du taux actuel, sous cette réserve que la matière imposable au lieu d'être fractionnée en tranches de 1,000 francs, comme actuellement, serait divisée en coupures de 500 francs et que chaque coupure rendrait exigible un droit de 50 centimes. Ainsi un effet de 1,200 francs, qui paie actuellement le même impôt qu'un effet de 2,000 francs, soit 1 franc, paierait sous le nouveau régime fr. 1.50. Quant aux effets n'excédant pas 500 francs, le fractionnement s'opérerait par coupures de 100 francs, donnant ouverture chacune à un droit de 10 centimes. Ainsi un effet de 100 francs, qui supporte actuellement un droit de 10 centimes, ne se trouverait pas assujéti à un impôt supérieur; et un effet de 300 francs, qui paie aujourd'hui 25 centimes, serait dorénavant frappé d'un droit de 30 centimes. Ce tarif n'a rien d'excessif et on peut affirmer qu'il n'est pas de nature à entraver les affaires commerciales.

Nous ajouterons que l'impôt du timbre sur les effets de commerce n'a pas été augmenté depuis 1859. C'est peut-être le seul impôt indirect qui, depuis cette époque, n'ait pas été l'objet d'une aggravation: il a même été adouci, car en 1859 il était de 60 centimes par 1,000 francs, et il a été réduit au taux actuel par la loi du 20 juillet 1848.

L'article 12 du projet porte également au double le droit de timbre proportionnel sur les billets au porteur, qui est actuellement de 50 centimes par 1,000 francs (loi du 25 mars 1891, art. 17). C'est la conséquence logique de la disposition proposée par l'article 11 en ce qui concerne les lettres de change, etc.

Ce second groupe de dispositions est susceptible de nous procurer un supplément de ressources évalué à quatre millions.

Contrats d'assurances.

(Art. 13.)

De l'avis des spécialistes en la matière, la taxe sur les contrats d'assurance peut sans inconvénient être augmentée.

L'article 13 du projet la porte savoir :

De 3 francs à 6 francs par 1,000 francs, pour les assurances sur la vie, les assurances maritimes et fluviales et les autres contrats désignés à l'article 50, littéra A, de la loi du 30 août 1913;

De 2 centimes à 5 centimes par 1,000 francs, pour les assurances contre

l'incendie et, généralement, pour toutes les assurances ne rentrant pas dans la catégorie qui précède.

Rendement présumé de l'augmentation des taxes : 1 million.

Opérations de bourse.

(ART. 14.)

La loi du 30 août 1913 qui a institué la taxe sur les opérations de bourse, a fixé le taux de cet impôt à 15 centimes par 1,000 francs, sauf réduction à 10 centimes pour les opérations au comptant ayant pour objet certains titres, tels les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise.

Il nous a paru que l'on pouvait relever la taxe qui frappe cette matière imposable, étant donné que les opérations de bourse sont, le plus souvent, des actes de spéculation visant au gain.

L'article 14 du projet porte le droit à 50 centimes par 1,000 francs; il supprime, en outre, le tarif de faveur dont bénéficiaient certains titres en vertu du 2^e alinéa de l'article 13 de la loi susvisée.

Le produit de la nouvelle taxe paraît susceptible d'atteindre 1 million.

Actes et écrits sujets au timbre de dimension.

(ART. 15 et 16.)

Le droit de timbre de dimension a été augmenté en dernier lieu par la loi du 28 juillet 1879.

Nous vous proposons de relever les taux suivant une proportion qui, dans l'ensemble, peut être fixée à 50 % des droits tels qu'ils ont été établis en 1879. Cette augmentation peu importante pour les redevables ne peut en rien entraver la réalisation des conventions.

D'après la législation en vigueur, les notaires peuvent employer pour les actes qu'ils rédigent en brevet des timbres de 50 centimes demi-feuille de petit papier); tandis que pour les actes dont ils conservent minute, ils doivent employer des timbres de 1 franc au moins. Cette distinction ne se justifie pas. Nous estimons qu'il y a lieu de la supprimer. Tel est le but de l'article 16.

Les recettes à résulter des dispositions qui font l'objet des articles 15 et 16 seraient d'environ 1,600,000 francs.

Permis de port d'armes de chasse et de chasse au lévrier.

(ART. 17.)

La loi du 28 juillet 1879 a fixé à 55 francs le timbre des permis de port d'armes de chasse et des permis de chasse au lévrier.

Nous vous proposons de le porter à 100 francs.

La chasse est un plaisir et un luxe. Cette augmentation d'impôt peut être tenue pour bien justifiée à tous les points de vue.

Il est permis d'escompter, de ce chef, une augmentation de recettes qui ne sera pas inférieure à 1 million.

Le second alinéa de l'article 17 du projet rend le nouveau droit applicable aux permis qui, à la date où la loi entrera en vigueur, auront été délivrés pour la période du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920. Il nous a paru que toutes les personnes qui se livreront au plaisir de la chasse au cours de la dite période doivent être placées sur un pied d'égalité. C'est pourquoi le nouveau tarif opérera avec effet rétroactif.

Disposition générale.

(ART. 18.)

D'après les principes qui gouvernent la perception du droit de timbre, c'est à l'Administration qu'il incombe d'établir qu'un écrit a été rédigé en contravention à la loi.

L'expérience a démontré qu'un grand obstacle qui s'oppose à la découverte de la fraude, en cette matière, provient de ce que les officiers publics lorsqu'ils font mention dans un acte passé par eux, notamment dans un inventaire ou un partage, d'un écrit sujet au timbre, ne sont pas tenus d'indiquer si l'écrit a ou non acquitté l'impôt.

L'article 18 du projet a pour but de combler cette lacune.

TITRE II.

DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TRANSCRIPTION.

Actes de partage et actes de société.

(ART. 19, 20 et 21).

Les légers droits proportionnels dont sont frappés par la législation en vigueur les actes de partage et les actes de société nous ont paru, vu les nécessités budgétaires, pouvoir être portés au double.

L'augmentation d'impôt proposée pour les actes de partage n'aggraverait pas sensiblement les charges qui pèsent sur les successions. Quant à la majoration du droit sur les actes de société, elle ne peut en rien préjudicier à l'essor du commerce et de l'industrie.

La plus-value que le changement de tarif entraînera peut être fixée à 3,500,000 francs.

Vente publique de meubles.

(ART. 22.)

La loi du 22 frimaire an VII avait, d'une manière générale, assujetti au droit de fr. 2 % (aujourd'hui fr. 2.70 %) les ventes *publiques et de gré à gré* de « meubles, récoltes sur pied, coupes de bois taillis et de haute futaie et autres » objets mobiliers généralement quelconques » (loi précitée, art. 69, § V, n° 1).

Diverses dispositions légales ont apporté des modifications à ce tarif.

D'abord, la loi du 31 mai 1824, voulant favoriser le commerce et l'agriculture, a réduit à fr. 0.50 % (aujourd'hui 0.65 %), le droit sur les ventes *publiques* de marchandises réputées telles dans le commerce, de bois sur pied, de récoltes pendantes et de fruits non encore recueillis, tout en maintenant le droit établi par la loi de frimaire pour les ventes *gré à gré*.

Ensuite, la loi du 20 mai 1846, dans le but de protéger le commerce sédentaire, a soumis les ventes publiques de marchandises neuves au droit de fr. 5 % (actuellement fr. 6.50 %), sauf les ventes publiques en détail pour lesquelles le droit réduit établi par la loi du 31 mai 1824 a été maintenu.

Plus tard, la loi du 14 juin 1851, article 3, a réduit à fr. 0.50 % (actuellement 0.65 %) les ventes de meubles et marchandises dans les cas prévus par les articles 477 et 528 du Code de commerce.

Enfin, l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1860, voulant favoriser les ventes publiques de marchandises non manufacturées, a disposé comme suit :

« Les ventes faites volontairement et aux enchères publiques de marchandises » réputées telles dans le commerce et non prévues par l'article 2 de la loi du » 15 mai 1846, seront enregistrées gratis, lorsque les procès-verbaux, catalogues » et annonces y relatifs, porteront expressément que les acheteurs n'auront à » payer aucun frais en sus des prix d'adjudication.

» Si cette condition n'est pas remplie, les mêmes ventes seront assujetties au » droit établi par l'art. 69, § V, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII. »

Il suffit de lire ce qui précède pour se rendre compte combien est bizarre et confuse la législation sur le droit d'enregistrement qui frappe les ventes de meubles et de marchandises : tarifs différents selon qu'il s'agit de ventes publiques ou de ventes de gré à gré; de ventes de marchandises manufacturées ou de marchandises non manufacturées; de ventes en gros ou de ventes en détail; de ventes faites en cas de nécessité ou de ventes purement volontaires; de ventes de bois et récoltes sur pied ou de ventes de bois et récoltes coupés.

D'autre part, à admettre que des raisons tirées de l'intérêt du commerce et de l'agriculture aient pu commander autrefois de réduire le droit d'enregistrement sur les ventes publiques de bois et de récoltes sur pied, il s'en faut que ces raisons existent encore aujourd'hui.

Enfin, si les ventes publiques de marchandises ont joui jusqu'ici d'une sorte de privilège que l'intérêt du commerce a sans doute justifié, il nous a paru que ce privilège doit céder dans les circonstances actuelles.

C'est pourquoi nous vous proposons d'en revenir au régime de la loi du

22 frimaire an VII et de soumettre toutes les ventes de meubles, sans distinction, au droit uniforme de fr. 2.70 %.

L'augmentation de recettes que la réforme produira est évaluée à 600,000 francs.

Acquisitions de petites propriétés rurales.

(ART. 23.)

La loi du 21 mai 1897 a réduit respectivement à fr. 2.70 % et à fr. 0.65 % le droit d'enregistrement et le droit de transcription pour les acquisitions d'immeubles ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas 200 francs, à la condition que ni l'acquéreur, ni son conjoint ne possèdent en propriété des immeubles dont le revenu cadastral formé, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur à 200 francs.

Cette réduction d'impôt, c'est un fait, n'a été consentie qu'en considération de la situation peu prospère dans laquelle se trouvaient les petits cultivateurs à l'époque du vote de la loi. Il a paru au législateur que la classe des petits métayers n'était pas moins digne d'intérêts que celle des ouvriers. C'est dans cet ordre d'idées que la loi du 21 mai 1897 a réduit les charges fiscales pour les acquisitions de propriétés destinées à former entre les mains du cultivateur, selon les termes mêmes de l'exposé des motifs, « le fonds d'une petite exploitation agricole », comme la loi du 9 août 1889 l'avait fait pour les acquisitions d'immeubles destinés à des habitations ouvrières.

S'il est vrai qu'en général, à l'époque du vote de la loi de 1897, la situation du petit cultivateur était loin d'être florissante, il s'en faut qu'il en soit encore ainsi aujourd'hui. D'exceptionnelle qu'elle était à la dite époque, l'aisance est aujourd'hui chose courante parmi nos populations agricoles. Loin d'être une cause de ruine, comme ce fut le cas pour la plupart de nos concitoyens, les événements de guerre ont été pour les cultivateurs une source de prospérité. On n'en veut pour preuve que ces deux faits : c'est que les propriétés foncières à la campagne trouvent acquéreurs à des prix extraordinaires et que les immeubles qui étaient grevés de charges hypothécaires avant la guerre ont, pour la plupart, été dégrevés depuis.

D'autre part, étant donné que la valeur des biens ruraux a considérablement augmenté depuis 1897 et surtout au cours des deux dernières années, il est certain qu'il n'existe plus aucune proportion entre le revenu cadastral et la valeur vénale. Il n'est pas rare de voir des propriétés d'un revenu cadastral inférieur à 200 francs vendues pour des prix atteignant 25,000, 30,000, 40,000 francs et même plus. Tout récemment, dans la province de Luxembourg, une propriété dont le revenu cadastral n'atteignait pas 200 francs a été vendue moyennant le prix de 56,000 francs et l'acquéreur a joui du tarif de faveur établi par la loi du 21 mai 1897! Est-il admissible que des acquisitions réalisées dans ces conditions bénéficient des immunités créées par la dite loi, alors que dans l'esprit du législateur — ainsi qu'en témoigne l'exposé des motifs — ces immunités ne devaient profiter qu'aux acquisitions d'immeubles d'une valeur d'environ 7,000 francs?

En résumé, on peut affirmer que les raisons qui ont motivé les mesures de

de faveur édictées par la loi de 1897 n'existent plus aujourd'hui. Cela étant, maintenir ces mesures de faveur serait non seulement battre en brèche le principe constitutionnel de l'égalité de tous devant la loi d'impôt, mais aller à l'encontre de la volonté formellement exprimée par le législateur.

D'autre part, les besoins urgents du Trésor commandent impérieusement à tous les citoyens, sans distinction, de supporter des sacrifices pour assurer la reconstitution du pays.

Ces considérations nous ont amenés à vous proposer l'abrogation de la loi d'exception du 24 mai 1897.

Cette abrogation augmentera les recettes d'environ 1,200,000 francs.

Transmissions de fonds de commerce.

(ART. 24 à 26.)

Sous quelque rapport qu'on les considère, dit Laurent (Principes, t. V, n° 513), les fonds de commerce sont meubles. Or, à défaut de dispositions spéciales soumettent ces sortes de biens à un régime fiscal particulier, ils sont régis par les principes généraux de la loi du 22 frimaire an VII qui gouvernent les transmissions mobilières. Les actes portant vente de fonds de commerce ne sont donc pas assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé, à moins qu'ils ne soient rédigés en la forme authentique ou que, s'ils sont passés sous signature privée, il en soit fait usage par acte public ou en justice.

Le projet propose sur ce point une innovation importante. S'inspirant de la loi française du 28 février 1872, il assimile les cessions de fonds de commerce aux transmissions immobilières quant à l'exigibilité du droit de mutation, à la preuve de l'existence de celle-ci et à la recevabilité de la demande d'expertise. Par suite, il soumet les actes sous seing privé portant cession de fonds de commerce à l'obligation de l'enregistrement dans le délai de trois mois et les ventes verbales à la déclaration dans le même délai; il établit au profit du Trésor des présomptions légales de mutation à l'instar de l'article 12 de la loi du 22 frimaire an VII; enfin il rend applicable à la matière les dispositions légales existantes relatives à l'expertise en matière d'enregistrement.

Cette réforme se justifie de tous points de vue. Les fonds de commerce ont souvent une grande importance et les transmissions dont ils sont l'objet ne contribuent que très rarement à l'impôt, dans l'état actuel de notre législation. Il est juste de les soumettre dans tous les cas au droit proportionnel de mutation, au même titre que les transmissions immobilières dont l'importance est souvent inférieure à celle des transmissions de fonds de commerce. Tel est le but des articles 24 à 26 du projet.

La recette supplémentaire que les dispositions proposées procureront au Trésor ne saurait faire l'objet d'une évaluation même approximative. Mais il est certain que l'on peut escompter le recouvrement de produits relativement importants.

TITRE III.

DROIT D'INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

(ART. 27.)

Le droit dû pour l'inscription des créances sur les registres des conservateurs des hypothèques est actuellement de fr. 0.13 %. L'article 27 du projet porte ce droit à fr. 0.25 %.

Le second alinéa du dit article consacre une innovation.

Sous l'empire de la législation existante, la jurisprudence administrative s'est fixée en ce sens que l'inscription d'*office* que le conservateur est tenu de prendre en exécution de l'article 35 de la loi du 16 décembre 1881 n'est pas passible du droit d'inscription hypothécaire, mais que les *renouvellements* des inscriptions d'office rentrent dans le droit commun et sont sujets à la perception du droit de fr. 0.13 %.

On a fait valoir, pour justifier l'exemption quant aux inscriptions d'office, que la *transcription* sur les registres du conservateur de l'acte générateur de la créance privilégiée a pour effet de conserver le privilège du créancier; qu'il est juste, dès lors, que le droit proportionnel payé pour cette formalité couvre la formalité de l'inscription d'office.

Cette raison n'est nullement péremptoire.

La transcription de l'acte qui engendre la créance privilégiée et l'inscription du privilège sont deux choses absolument distinctes, qui produisent des effets essentiellement différents : la première a lieu dans l'intérêt de l'acquéreur, du donataire, etc., en ce sens qu'elle consolide son droit de propriété vis-à-vis des tiers; la seconde profite au créancier vendeur, donateur, etc., en ce sens qu'elle lui permet d'opposer son privilège aux autres créanciers de son débiteur, ce qu'il ne pourrait pas faire si le privilège n'était pas rendu public par l'inscription.

Au surplus, il importe de remarquer que le droit dit de transcription n'est plus exigible, sous l'empire de la législation qui nous régit, pour la transcription de *tous* les actes d'où procède une créance privilégiée : ce droit n'est pas dû s'il s'agit d'un acte portant donation, partage ou licitation. (Voir loi du 30 août 1913, art. 28, et loi du 15 mai 1905.)

Les considérations qui précèdent nous ont paru justifier la proposition qui fait l'objet du second alinéa de l'article 27 qui tend à soumettre au même régime fiscal les inscriptions d'office et les inscriptions d'hypothèque conventionnelle.

Le produit des réformes qui font l'objet de l'article 27 peut être évalué à 600,000 francs.

TITRE IV.

BREVETS D'INVENTION.

(ART. 28 ET 29.)

La loi du 24 mai 1834 a établi pour les brevets d'invention une taxe annuelle et progressive : la première taxe est de 10 francs ; elle s'augmente de 10 francs chaque année pour atteindre 200 francs au bout de la vingtième année.

Il est incontestable que l'octroi d'un brevet procure à son titulaire de grands avantages. D'autre part, la statistique établit que les neuf dixièmes des brevets accordés en Belgique le sont à des étrangers.

Pour ces raisons, il nous a paru que l'on pouvait sans inconvénient doubler la taxe sur les brevets.

D'après la législation existante, le brevet de perfectionnement délivré au titulaire du brevet principal ne donne pas lieu au paiement d'une taxe supplémentaire. C'est évidemment une lacune. Le projet comble cette lacune en établissant pour l'hypothèse une taxe fixe, une fois payée, de 50 francs.

L'administration estime que les mesures proposées par l'article 28 accroîtront le rendement des taxes de brevet d'environ 1 million de francs.

*
* *

En résumé, les propositions que nous vous prions de vouloir bien approuver sont susceptibles, d'après les prévisions les moins optimistes, de procurer annuellement au Trésor un revenu supplémentaire de 20 millions de francs au minimum.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

LE MINISTRE DES FINANCES

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription ainsi que sur les taxes de brevets d'invention.

Ontwerp van wet brengende wijzigingen in de wetten op het zegel-, registratie-, overschrijvings- en inschrijvingsrecht alsmede op de taxes voor uitvindingsbrevetten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

Droit de timbre.

ARTICLE PREMIER.

Sans préjudice aux exemptions et aux immunités résultant des dispositions légales existantes, il est établi, en remplacement du droit de timbre de dimension de 25 centimes auquel sont assujetties les quittances par les articles 7 et 8 de la loi du 23 mars 1891, un droit proportionnel dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les quittances de 100 francs et au-dessous fr.	0.05
Pour celles de plus de 100 francs jusqu'à 500 francs	0.10
Pour celles de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs	0.20
Pour celles de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs	0.30

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

TITEL I.

Zegelrecht.

ARTIKEL EÉN.

Onverminderd de uitzonderingen en vrijstellingen voortvloeiende uit de bestaande wettelijke bepalingen, wordt, ter vervanging van het formaatzegelrecht van 25 centiem waaraan de kwijtbrieven bij artikelen 7 en 8 der wet van 23 Maart 1891 worden onderworpen, een evenredig recht gevestigd waarvan het bedrag bepaald wordt als volgt :

Voor de kwijtbrieven van 100 frank en daarbeneden fr.	0 05
Voor die van meer dan 100 frank tot 500 frank	0 10
Voor die van meer dan 500 frank tot 1,000 frank	0 20
Voor die van meer dan 1,000 frank tot 1,500 frank	0 30

Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 500 francs, sans fraction.

En zoo verder, in verhouding van 10 centiem per 500 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Le droit de timbre établi par l'article précédent est applicable à tous actes ou écrits signés ou non signés, destinés à faire preuve d'un reçu, d'une décharge ou d'une quittance de sommes.

Ce droit peut être acquitté par l'apposition de timbres adhésifs.

ART. 2.

Het bij het vorig artikel gevestigde zegelrecht is van toepassing op alle akten of geschriften, al dan niet onder teekend, bestemd om te gelden als bewijs van ontvang, ontlasting of kwijting van sommen.

Dit recht kan worden voldaan door opplakking van plakzegels.

ART. 3.

Il est encouru, personnellement et sans recours, par le créancier et, plus généralement, par celui qui donne reçu, décharge ou quittance une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs, pour chaque acte ou écrit rentrant dans les prévisions de l'article 2, qui est fait sur du papier non revêtu du timbre prescrit; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec le débiteur au paiement du droit éludé.

Pareille amende est encourue personnellement et sans recours par le débiteur et, plus généralement, par celui à qui il est donné reçu, décharge ou quittance, s'il accepte l'acte ou l'écrit dont il est question à l'alinéa précédent; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec le créancier au paiement du droit éludé.

Les amendes édictées par les deux alinéas qui précèdent sont portées au triple, sans qu'elles puissent être inférieures à 300 francs chacune, s'il a été

ART. 3.

Persoonlijk en zonder verhaal wordt door den schuldeischer en, meer algemeen, door dengene die voor ontvangst, ontlasting of kwijting teekent, eene boete verbeurd gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen, voor elke akte of elk geschrift dat binnen de voorzieningen van artikel 2 valt en dat gesteld is op niet van het voorgeschreven zegel voorzien papier; de overtreder is daarenboven, hoofdelijk met den schuldenaar gehouden tot betaling van het ontdoken recht.

Dergelijke boete wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd door den schuldenaar en, meer algemeen, door dengene aan wien bewijs van ontvang, ontlasting of kwijting wordt verstrekt, indien hij de akte of het geschrift waarvan sprake in het vorig lid aanneemt; de overtreder is, bovendien, hoofdelijk met den schuldeischer tot betaling van het ontdoken recht gehouden.

De bij de twee vorige leden voorziene straffen worden tot het drievoud gebracht zonder dat zij ieder minder dan 300 frank mogen bedragen, indien

fait usage sciemment et de mauvaise foi de timbres/ayant déjà servi. Il ne peut en ce cas être accordé aucune remise d'amende.

ART. 4.

Il est interdit à tous officiers publics ou ministériels et à toutes autres personnes physiques ou morales d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte ou pour le compte d'autrui des reçus ou quittances non revêtus du timbre prescrit, à peine d'une amende égale à 20 fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs pour chaque acte ou écrit.

ART. 5.

Sont assujettis au droit de timbre proportionnel les chèques, les bons ou mandats de virement, les accreditifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles.

Le droit pour ces divers titres est fixé :

Pour ceux de 100 francs et au-dessous fr.	0 05
Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 500 francs	0 10
Pour ceux de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs	0 20
Pour ceux de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs	0 30

Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 500 francs, sans fraction.

met voorweten en te kwader trouw gebruik werd gemaakt van reeds gediend hebbende zegels. In dat geval kan geene kwijtschelding van boete worden verleend.

ART. 4.

Het is aan alle openbare of ministeriële ambtenaars en aan alle andere natuurlijke of zedelijke personen verboden voor eigen rekening of voor rekening van anderen niet van het voorgeschreven zegel voorziene bewijzen van ontvang of kwijting te incasseeren of te doen incasseeren op straf van eene boete gelijk aan twintigmaal het ontboden recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen voor elke akte of elk geschrift.

ART. 5.

Aan het evenredig zegelrecht zijn onderworpen de checks, de overschrijvingsbons of mandaten, de credietbrieven, de bankbriefjes op order en, over 't algemeen, alle titels tot eene betaling met gereed geld en op zicht op beschikbare gelden.

Het recht wordt voor deze onderscheiden titels vastgesteld :

Voor die van 100 frank en daarbeneden op fr.	0 05
Voor die van meer dan 100 frank tot 500 frank op	0 10
Voor die van meer dan 500 frank tot 1,000 frank op	0 20
Voor die van meer dan 1,000 frank tot 1,500 frank op	0 30

En zoo verder, in verhouding van 10 centiem per 100 frank, zonder breuk.

Le droit de timbre établi par le présent article peut être acquitté par l'apposition de timbres adhésifs.

ART. 6.

Il est encouru, personnellement et sans recours, une amende égale à 20 fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres désignés à l'article 5, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Parcille amende est encourue, personnellement et sans recours, par le détenteur de la provision s'il accepte le titre dont il est question à l'alinéa précédent.

Tous les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé.

Les amendes édictées par le présent article sont portées au triple, sans qu'elles puissent être inférieures à 300 francs chacune, s'il a été fait usage sciemment et de mauvaise foi de timbres ayant déjà servi.

ART. 7.

Les chèques ou autres titres désignés à l'article 5 ne peuvent après l'expiration des délais dans lesquels le paiement doit être réclamé, faire l'objet d'une cession par endossement ou autrement sans avoir été préalablement soumis au timbre au taux fixé par l'article 11 ci-après, sous peine d'une amende égale à 20 fois le droit exigible, pour chaque endossement ou cession, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

Het bij dit artikel gevestigd zegelrecht kan worden voldaan door opplakking van plakzegels.

ART. 6.

Persoonlijk en zonder verhaal wordt eene boete verbeurd gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank mogen bedragen, door al degenen die, te welken titel ook, hunne handteekening plaatsen op een der in artikel 5 aangeduide titels, zelfs komende van buitenslands, vooraleer hij aan het voorgeschreven zegel onderworpen geworden zij.

Dergelijke boete wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd door den houder van het fonds tot betaling indien hij den titel waarvan sprake in het vorig lid aanneemt.

Al de overtreders zijn, bovendien, hoofdelijk tot betaling van het ontdoken recht gehouden.

De bij dit artikel voorziene straffen worden tot het drievoud gebracht, zonder dat zij ieder minder dan 300 frank mogen bedragen, indien met voorweten en te kwader trouw gebruik werd gemaakt van reeds gediend hebbende zegels.

ART. 7.

De checks en andere in artikel 5 aangeduide titels mogen, na het verstrijken der tijdsbestekken waarin de betaling dient te worden gevorderd, het voorwerp niet uitmaken van eenen afstand door endosseering of anderszins, zonder vooraf onderworpen te zijn geworden aan het zegel ten bedrage bij navolgend artikel 11 vastgesteld, op straf eener boete gelijk aan twintigmaal het opvorderbaar recht, voor elke endosseering of elken afstand, zonder dat de boete minder dan 100 frank moge zijn.

ART. 8.

Sont exemptés du droit établi par l'article 5 :

- 1° Les chèques et virement postaux ;
- 2° Les chèques de 10 francs et au-dessous.

ART. 9.

Sont considérés comme faits sur papier non timbré :

1° Les actes ou écrits sur lesquels le timbre adhésif de quittance ou de chèque a été apposé sans l'accomplissement des conditions prescrites par l'arrêté royal qui règle la dimension et le mode d'emploi ou d'annulation du dit timbre ;

2° Les actes ou écrits sur lesquels a été apposé un timbre adhésif de quittance ou de chèque et qui ne rentrent pas dans les termes des articles 4 et 5 ci-avant.

ART. 10.

L'Administration est autorisée à établir par tous moyens, à l'exception du serment, le fait de l'acceptation ainsi que la mauvaise foi qui rendent exigibles les amendes édictées par les alinéas 2 et 3 de l'article 3 et par les alinéas 2 et 4 de l'article 6.

ART. 11.

Le droit de timbre proportionnel établi sur les effets négociables ou de commerce désignés à l'article 12, 2°, de la loi du 25 mars 1891 est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les titres de 100 francs et au-dessous fr.	0 10
Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 200 francs.	0 20

ART. 8.

Worden vrijgesteld van het bij artikel 5 gevestigde recht :

- 1° De postchecks en -overschrijvingen ;
- 2° De checks van 10 frank en mindér.

ART. 9.

Worden beschouwd als zijnde op ongezegeld papier gesteld :

1° De akten of geschriften waarop het plakzegel voor kwijtbrieven of voor checks werd aangebracht zonder dat voldaan zij aan de voorwaarden voorgeschreven bij het Koninklijk besluit dat het formaat en de wijze van gebruik of van onbruikbaarmaking van gemeld zegel regelt ;

2° De akten of geschriften waarop een plakzegel voor kwijtbrieven of checks werd geplakt en die niet onder de bewoording van voorgaande artikelen 4 en 5 vallen.

ART. 10.

Het Beheer is gemachtigd om door alle middelen, met uitzonder van den eed, het feit vast te stellen der aanneeming, alsmede der kwade trouw, die de boeten, voorzien bij de 2° en 3° leden van artikel 3 en bij de 2° en 4° leden van artikel 6 opvorderbaar maken.

ART. 11.

Het evenredig zegelrecht, gevestigd op de verhandelbare- of handelseffecten, aangeduid in artikel 12, 2°, der wet van 25 Maart 1891, wordt vastgesteld als volgt :

Voor de titels van 100 frank en daaronder fr.	0 10
Voor die van meer dan 100 frank tot 200 frank	0 20

Pour ceux de plus de 200 francs		Voor die van meer dan 200 frank	
jusqu'à 300 francs	0 30	tot 300 frank	0 30
Pour ceux de plus de 300 francs		Voor die van meer dan 300 frank	
jusqu'à 400 francs . . . fr.	0 40	tot 400 frank fr.	0 40
Pour ceux de plus de 400 francs		Voor die van meer dan 400 frank	
jusqu'à 500 francs	0 50	tot 500 frank	0 50
Pour ceux de plus de 500 francs		Voor die van meer dan 500 frank	
jusqu'à 1,000 francs	1 00	tot 1,000 frank	1 00
Pour ceux de plus de 1,000 francs		Voor die van meer dan 1,000	
jusqu'à 1,500 francs	1 50	frank tot 1,500 frank	1 50
Et, ainsi de suite, à raison de 50 cen-		En zoo verder in verhouding van	
times par 500 francs, sans fraction.		50 centiem per 500 frank, zonder breuk.	

ART. 12.

Le droit de timbre sur les billets au porteur fixé par l'article 17 de la loi du 25 mars 1891 à 50 centimes par 1,000 francs est porté à 1 franc par 1,000 francs.

ART. 12.

Het zegelrecht op de brieftjes aan toonder, bepaald bij artikel 17 der wet van 25 Maart 1891 op 50 centiem per 1,000 frank, wordt gebracht op 1 frank per 1,000 frank.

ART. 13.

La taxe d'abonnement annuel établie sur les contrats d'assurance et sur les contrats assimilés aux assurances par la loi du 30 août 1913, est portée :

A 6 francs par 1,000 francs, sans fraction, pour les contrats désignés sous les numéros 1 et 2 du littéra A de l'article 30 de la loi précitée;

Et à 5 centimes par 1,000 francs, sans fraction, pour les assurances désignées au litt. B du dit article.

ART. 13.

De jaarlijksche abonnementstaxe bij de wet van 30 Augustus 1913 gevestigd op de verzekeringsovereenkomsten en op de met de verzekeringen gelijkgestelde overeenkomsten, wordt gebracht :

Op 6 frank per 1,000 frank, zonder breuk, voor de overeenkomsten vermeld onder nummers 1 en 2 van littéra A van artikel 30 der voormelde wet;

En op 5 centiem per 1,000 frank, zonder breuk, voor de verzekeringen aangeduid onder littéra B van bedoeld artikel.

ART. 14.

La taxe établie sur les opérations de bourse par les articles 11 et suivants de la loi du 30 août 1913 est portée à 30 centimes par 1,000 francs, sans fraction.

Est abrogé l'article 13 de la loi du 30 août 1913.

ART. 14.

De taxe, gevestigd op de beursverrichtingen bij artikelen 11 en volgende der wet van 30 Augustus 1913, wordt gebracht op 30 centiem per 1,000 frank, zonder breuk.

Artikel 13 der wet van 30 Augustus 1913 wordt afgeschaft.

ART. 15.

L'article 7 de la loi du 25 mars 1891 est remplacé par la disposition suivante :

Le droit de timbre de dimension est fixé ainsi qu'il suit :

La demi-feuille de petit papier, fr.	0 75
La feuille de petit papier.	1 50
La feuille de moyen papier.	2 »
La feuille de grand papier.	2 50
La feuille de grand registre.	3 75

Si les dimensions des papiers soumis au timbre à l'extraordinaire sont différentes de celles des papiers de l'Administration, le timbre est payé au prix du format supérieur, sans que le droit puisse dépasser le taux de fr. 3,75 par feuille.

ART. 16.

L'article 23 de la loi du 25 mars 1891 est remplacé par la disposition suivante :

Les notaires ne peuvent faire usage de timbres de moins de fr. 1,50 pour les actes dressés par eux en minute ou en brevet, sous peine d'une amende de 25 francs.

ART. 17.

Le droit établi par l'article 11 de la loi du 25 mars 1891 sur les permis de port d'armes de chasse et les permis de chasse au lévrier est porté à 100 francs.

Ce droit est applicable rétroactivement aux permis qui ont été délivrés pour la période du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920.

ART. 18.

Lorsqu'il est fait mention dans un acte public quelconque d'un écrit sujet au timbre, l'officier public ou ministériel

ART. 15.

Artikel 7 der wet van 25 Maart 1891 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Het formaatzegelrecht wordt als volgt vastgesteld :

Het half vel klein papier. . . fr.	0 75
Het vel klein papier.	1 50
Het vel middelsoortig papier.	2 00
Het vel groot papier.	2 50
Het vel groot register.	3 75

Verschillen de afmetingen van het papier dat aan het buitengewoon zegel wordt onderworpen van de afmetingen van het papier van het beheer, dan wordt het zegel betaald tegen den prijs van het grootere formaat, zonder dat het recht meer dan fr. 3.75 per vel moge bedragen.

ART. 16.

Artikel 23 der wet van 25 Maart 1891 wordt vervangen door de volgende bepaling :

De notarissen mogen geen zegels van minder dan fr. 1.50 gebruiken voor de akten door hen in minuut of in brevet verleden, op straf eener boete van 25 frank.

ART. 17.

Het recht vastgesteld bij artikel 11 der wet van 25 Maart 1891 op de verloven tot het dragen van jachtwapens en de verloven tot jagen met windhonden wordt gebracht op 100 frank.

Dit recht is terugwerkend toepasselijk op de verloven die uitgegeven werden voor het tijdperk van 1 Juli 1919 tot 30 Juni 1920.

ART. 18.

Wanneer in eenige openbare akte melding wordt gemaakt van een geschrift onderworpen aan het zegelrecht,

riel est tenu de déclarer expressément dans l'acte si cet écrit est ou non revêtu du timbre et, dans l'affirmative, d'énoncer le montant du droit payé, à peine d'une amende de 100 francs pour chaque écrit au sujet duquel la déclaration ou l'énonciation prescrite n'aurait pas été faite.

L'amende est encourue personnellement et sans recours par l'officier public ou ministériel qui est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement du droit de timbre et de l'amende qui pourraient être dus du chef de l'écrit mentionné.

TITRE II

Droit d'enregistrement.

ART. 19.

Le droit d'enregistrement de fr. 0.25 % établi par l'article 1^{er} de la loi du 15 mai 1905 est porté à fr. 0.50 %.

ART. 20.

Le droit proportionnel d'enregistrement de fr. 0.50 % établi par l'article 4 de la loi du 30 août 1913 est porté à fr. 1 %.

ART. 21.

Le droit fixe d'enregistrement de 500 francs établi par l'article 5 de la loi du 30 août 1913 est porté à 1,000 francs.

Le droit gradué d'enregistrement établi par ledit article est porté, savoir :

Si le capital social est de 5 millions et au-dessous, à . . . fr. 2,000 »

dan is de openbare of ministerieele ambtenaar gehouden uitdrukkelijk in de akte te verklaren of dit geschrift van het zegel voorzien is of niet, en, in bevestigend geval, het bedrag van het betaalde recht aan te duiden, op straf eener boete van 100 frank voor elk geschrift waaromtrent de voorgeschreven verklaring of aanduiding niet zou gedaan geweest zijn.

De boete wordt persoonlijk en zonder verhaal beloopt door den openbaren of ministerieelen ambtenaar, dewelke daarenboven hoofdelijk met de zegelrechtplichtigen gehouden is tot betaling van het zegelrecht en van de boete die mochten verschuldigd zijn uit hoofde van gemeld geschrift.

TITEL II.

Registratierecht.

ART. 19.

Het registratierecht van fr. 0.25 t. h. vastgesteld bij artikel 1 der wet van 15 Mei 1905 wordt gebracht op fr. 0.50 t. h.

ART. 20.

Het evenredig registratierecht van fr. 50 t. h. vastgesteld bij artikel 4 der wet van 30 Augustus 1913 wordt gebracht op fr. 1 t. h.

ART. 21.

Het vast registratierecht van 500 frank gesteld bij artikel 5 der wet van 30 Augustus 1913 wordt gebracht op 1,000 frank.

Het trapsgewijze bepaald registratierecht gesteld bij gemeld artikel wordt gebracht, te weten :

Indien het maatschappelijk kapitaal 5 miljoen en daarbeneden bedraagt, op 2,000 »

Si le capital est de plus de 5 millions jusqu'à 10 mil- lions, à fr. 4,000 »	Indien het kapitaal meer dan 5 millioen tot 10 mil- lioën bedraagt, op . fr. 4,000 »
Si le capital est de plus de 10 millions jusqu'à 20 millions, à 8,000 »	Indien het kapitaal meer dan 10 millioen tot 20 mil- lioën bedraagt, op . . . 8,000 . »
Si le capital est de plus de 20 millions jusqu'à 50 millions, à 20,000 »	Indien het kapitaal meer dan 20 millioen tot 50 mil- lioën bedraagt, op . . . 20,000 »
Si le capital est de plus de 50 millions, à 50,000 »	Indien het kapitaal meer dan 50 millioen bedraagt, op . 50,000 »

ART. 22.

Sont abrogés : l'article 13 de la loi du 31 mai 1824, en tant qu'il dispose pour les ventes publiques et aux enchères de marchandises réputées telles dans le commerce, de bois sur pied, de récoltes pendantes et de fruits non encore recueillis ; l'article 11 de la loi du 20 mai 1846 ; l'article 5 de la loi du 14 juin 1851 ; l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1860 ; et l'article 30 de la loi du 29 juin 1887 en tant qu'il est relatif au taux du droit d'enregistrement des ventes de marchandises et effets mobiliers faites en cas de concordat par abandon d'actif.

ART. 23.

Est abrogée la loi du 21 mai 1897 portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales.

ART. 24.

Les actes sous signature privée ou passés en pays étranger portant transmission de fonds de commerce situés en Belgique sont enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII.

A défaut d'acte constatant la trans-

ART. 22.

Worden afgeschaft : artikel 13 der wet van 31 Mei 1824, voor zoover het beschikt omtrent de openbare en bij ophod gedane verkooping van koopwaren als dusdanig beschouwd in den handel, van boomen op stam, van takken wórtelvaste oogsten en vruchten ; artikel 11 der wet van 20 Mei 1846 ; artikel 5 der wet van 14 Juni 1851 ; artikel 1 der wet van 5 Juli 1860 ; en artikel 30 der wet van 29 Juni 1887 voor zoover het betrekking heeft op het bedrag van het registratierecht op de verkooping van koopwaren en roerende goederen gedaan in geval van van accoord door boedelafstand.

ART. 23.

Wordt afgeschaft de wet van 21 Mei 1897 houdende vermindering der registratie- en der overschrijvingsrechten op de aankopen van kleine landeigendommen.

ART. 24.

De ondershands of buitenslands verleden akten houdende overdracht van in België gelegen handelszaken worden geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Bij gebrek eener akte waaruit de

mission, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Si l'acte n'est pas enregistré ou si la déclaration n'est pas faite dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru, individuellement et sans recours, par l'ancien et par le nouveau possesseur une amende égale au droit exigible sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux actes portant transmission de clientèles civiles ou commerciales.

ART. 25.

L'Etat est autorisé à établir par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, la transmission d'un fond de commerce ou d'une clientèle.

Cette transmission est suffisamment établie, pour la demande et la poursuite du droit d'enregistrement et des amendes, par les actes ou écrits qui révèlent l'existence de la mutation ou qui sont destinés à la rendre publique, ainsi que par l'inscription du nouveau possesseur au rôle des contributions et par les paiements faits en vertu de ce rôle, sauf preuve contraire.

ART. 26.

Sans préjudice aux dispositions légales existantes relatives à la dissimulation du prix dans les actes translatifs de propriété à titre onéreux, si le prix ou l'estimation énoncés dans un acte portant mutation de fonds de commerce ou de clientèles paraissent inférieurs à la valeur vénale du bien transmis, l'ad-

overdracht blijkt, wordt daarin voorzien door eene omstandige en begrootende verklaring; overeenkomstig artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX.

Indien de akte niet geregistreerd of de verklaring niet gedaan wordt binnen den hierboven bepaalden termijn, wordt persoonlijk en zonder verhaal, door den vroegeren en door den nieuwen bezitter eene boete belooopen gelijk aan het opvorderbaar recht zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen.

De voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op de akten houdende overdracht van burgerlijke- of handelsclientele.

ART. 25.

De Staat is gemachtigd om door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, de overdracht van eene handelszaak of van eene clientele vast te stellen.

Deze overdracht is genoegzaam bewezen, om het registratierecht en de boeten te eischen en te vervolgen, door de akten en geschriften waaruit het bestaan van den overgang blijkt, of die bestemd zijn om hem openbaar te maken, alsmede door de inschrijving van den nieuwen bezitter ten kohiere der belastingen en door de betalingen krachtens dit kohier gedaan, onder voorbehoud van het bewijs van het tegendeel.

ART. 26.

Onverminderd de bestaande wettige bepalingen betreffende het verhalen van den prijs in de akten van eigendomsoverdracht ten bezwarenden titel, mag het Beheer de schatting eischen wanneer de prijs of de waarde aangeduid in de akte houdende overgang van eene handelszaak of van clientele beneden den verkoop-

ministration peut requérir l'expertise. Celle-ci a lieu dans le délai et les formes prescrits pour l'expertise en cas de vente d'immeubles. Le cas échéant, l'administration est autorisée à exiger la représentation des livres de commerce des parties.

Est rendu applicable aux transmissions de fonds de commerce ou de clientèles, l'article 5 de la loi du 25 ventôse an IX, en tant qu'il édicte une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement dans tous les cas où les frais de l'expertise tombent à la charge du redevable.

TITRE III.

Droit d'inscription hypothécaire.

ART. 27.

Le droit d'inscription dont il s'agit à l'article 27 de la loi du 30 août 1913 est porté à fr. 0.25 %.

Est soumise au même droit l'inscription prise d'office par le conservateur des hypothèques, en exécution de l'article 35 de la loi du 16 décembre 1851.

TITRE IV.

Taxes de brevets d'invention.

ART. 28.

Le 2° et le 3° alinéas de l'article 3 de la loi du 24 mars 1854 sur les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation sont remplacés par les dispositions suivantes :

Il est payé, pour chaque brevet,

prijs van het overgedragen goed schijnen te zijn. Deze schatting geschiedt binnen den termijn en in de vormen voorgeschreven voor de schatting in geval van verkoop van onroerende goederen. Bij voorkomend geval, is het Beheer gemachtigd het overleggen van de handelsboeken der partijen te vorderen.

Wordt toepasselijk gemaakt op de overdrachten van handelszaken of van clientele, artikel 5 der wet van 25 Ventôse jaar IX, in zoover het eene boete uitvaardigt gelijk aan het aanvullend registratierecht in al de gevallen dat de onkosten der schatting ten laste van den belastingschuldige vallen.

TITEL III.

Recht van hypothecaire inschrijving.

ART. 27.

Het inschrijvingsrecht, waarvan sprake onder artikel 27 der wet van 30 Augustus 1913, wordt gebracht op fr. 0.25 l. h.

Wordt aan hetzelfde recht onderworpen de inschrijving van ambtswege door den hypotheekbewaarder genomen in uitvoering van artikel 35 der wet van 16 December 1851.

TITEL IV.

Taxes op de uitvindingsbrevetten.

ART. 28.

Het 2° en het 3° lid van artikel 3 der wet van 24 Maart 1854 op de brevetten van uitvinding, van verbetering en van invoer worden vervangen door de volgende bepalingen.

Voor ieder brevet wordt eene jaar-

une taxe annuelle et progressive dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} année	fr. 20 »
2 ^e année	40 »
3 ^e année	60 »

et, ainsi de suite, à raison d'une augmentation de 20 francs chaque année, et ce jusqu'à la vingtième année pour laquelle la taxe est de 400 francs.

Toutefois, les brevets de perfectionnement délivrés au titulaire du brevet principal ne donnent lieu qu'à une taxe fixe, une fois payée, de 50 francs.

Les taxes sont payées par anticipation et, dans aucun cas, ne sont remboursées.

ART. 29.

Les taxes de brevet qui viendront à échéance à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, seront acquittées conformément au tarif établi par l'article précédent.

ART. 30.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions relatives au droit de timbre, à l'exception de celles qui font l'objet des articles 13, 17 et 18.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1919.

lijksche en klimmende taxe betaald waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

1 ^{ste} jaar	fr. 20 »
2 ^e jaar	40 »
3 ^e jaar	60 »

en zoo verder met eene verhooging van 20 frank telken jare en zulks tot op het twintigste jaar waarvoor de taxe 400 frank bedraagt.

Nochtans, de verbeteringsbrevetten verstrekt aan den titularis van het hoofdbrevet, geven maar aanleiding tot eene vaste taxe, éénmaal betaald, van 50 frank.

De taxes worden vooruit voldaan en zij worden in geen geval terugbetaald.

ART. 29.

De brevetstaxes die vervallen te rekenen van den dag waarop deze wet van kracht wordt, behooren te worden voldaan overeenkomstig het in het voorgaande artikel vastgesteld tarief.

ART. 30.

De Regeering bepaalt den datum van het in werking treden der bepalingen betreffende het zegelrecht met uitzondering van die welke het voorwerp van artikelen 13, 17 en 18 uitmaken.

Gegeven te Brussel, den 15^e Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1919

Ontwerp van wet brengende wijzigingen in de wetten op het zegel-, registratie-, overschrijvings- en inschrijvingsrecht alsmede op de taxes voor uitvindingsbrevetten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Van nu af, is het zeker dat de vermeerdering der ontvangsten te spruiten uit de verschillende bepalingen opgenomen in het ontwerp dat U op 20ⁿ Maart 1919 onderworpen is geworden, onvoldoende zullen zijn om in de tot nog toe ongehoorde uitgaven te voorzien welke de Regeering te wachten staan. Wij zijn dus gehouden andere ontvangsten te beramen om het ontbrekende aan te vullen. Te dien einde brengen wij U een samenstel van voorstellen, die beoogen de Schatkist aanzienlijke aanvullende inkomsten te verschaffen.

In het algemeen, hebben de schikkingen die U worden onderworpen, niet de invoering nieuwer belastbare bestanddeelen voor doel, maar wel de omwerking van zekere tarieven in zake zegelrecht, registratie, hypotheekinschrijvingen en taxes voor uitvindingsbrevetten. Zooals gij het zult bemerken, hebben wij ons bijzonder gehecht aan het afschaffen van zekere door de vorige wetten bekrachtigde voorrechten, en welke door het belang van landbouw, handel en nijverheid konden gerechtvaardigd zijn, maar die onbetwistbaar het veld moeten ruimen in de moeilijke omstandigheden waarin wij verkeerden.

De verschillende bepalingen zijn onder vier titels gerangschikt, die wij de eer hebben U te onderwerpen.

Ter staving dezer schikkingen, hebben wij het noodig geacht U eenige uitleggingen te moeten geven.

TITEL I.

ZEGELRECHT.

Kwijtbrieven en Checks.

(ARTIKELN 1 tot 10.)

Ter vervanging van het formaatzegelrecht op de kwijtbrieven, waarvan het bedrag tegenwoordig op fr. 0,25 is vastgesteld, stellen wij voor een evenredig recht, volgens sommen en waarden bepaald, te vestigen.

Er is hier alléén kwestie natuurlijk van een zeer gering recht. Wij hebben ons beperkt tot een bedrag van fr. 0,10 per 500 frank, onder het dubbel voorbehoud dat de kwijtbrieven van 100 frank en minder slechts fr. 0,05 zullen betalen, en dat de kwijtbrieven van 10 frank en minder, als heden, gansch vrijgesteld zullen worden.

Het nieuw recht zal van toepassing zijn niet alleen op de kwijtschriften blijkende uit vormelijke akten, zooals het in de huidige praktijk voorvalt; maar wel op alle ondertekende of niet ondertekende geschriften die daarvoor in de plaats treden. De belasting behoort niet ontdoken te kunnen worden door het gebruiken van afgesproken teekens die de kwijtbrieven zouden vervangen, ofschoon het handteeken des schuldeischers op den titel niet voorkomt.

Ten einde de belastingschuldigen de uitvoering van de wet te vergemakkelijken, zal het gebruik van plakzegels toegestaan worden. De belanghebbenden zullen niettemin de door het bestuur uitgegeven, of de buitengewoon gezegelde papieren mogen bezigen.

In de tegenwoordige wetgeving is de check van het zegelrecht gansch vrijgesteld (Wet van 25ⁿ Maart 1891, art. 62, 87°).

Het kwam ons logisch voor dat deze titel, uit hoofde van zijn betalingsvermogen, op dezelfde lijn moest geplaatst worden als de kwijtbrief, en dat hij zonder nadeel met een gering recht van fr. 0,10 per 500 frank mocht getroffen worden.

Eene moeilijke taak is het natuurlijk de juiste vermeerdering te cijferen van de ontvangsten welke men van de nieuwe schikkingen op het kwijtbrief- en checkzegel verwachten mag: de schatting van het beheer is dat zij minstens 4 millioen zou bedragen.

Verhandelbare- of handelseffecten.

(ART. 11 en 12.)

Artikel 12 van het zegelwetboek van 25ⁿ Maart 1891 heeft het evenredig zegelrecht op de verhandelbare- of handelseffecten bepaald als volgt:

Voor die van	200 frank en minder		0 10 centiem.
Id.	200 à 500 frank		0 25 id.
Id.	500 à 1000 frank		0 50 id.
Id.	1000 à 2000 frank		1 00 frank

en zoo verder in verhouding van fr. 0,50 per 1,000 frank.

De biljetten en de niet verhandelbare obligatiën zijn onderhevig aan hetzelfde zegelrecht.

Nochtans, terwijl laatstgenoemde titels aan een evenredig, insgelijks naar het bedrag der sommen gerekend, registratierecht onderworpen zijn. — recht dat niet alléén den titel zelf, maar insgelijks de overgave, den borgtocht en den kwijtbrief treft, — genieten uit dit oogpunt de handelseffecten eene volledige vrijstelling; geen registratierecht, noch op den titel (de orderbriefjes uitgezonderd), noch op endossement, aval of kwijting.

In de behandeling dezer twee soorten titels, bestaat alzoo eene ongelijkheid die, alhoewel zij in zekere mate gebillijkt kan worden, klaarblijkelijk overdreven schijnt.

De gelegenheid is gepast deze ongelijkheid deels te doen verdwijnen. Het blijkt geschikt, de behoeften der Schatkist in acht genomen, de zegelrechten op de verhandelbare effecten te verhoogen. Volgens artikel 11 van het wetsontwerp, zal het recht op het dubbel van het huidig bedrag gebracht worden, onder het voorbehoud dat de belastbare stof niet in onderdeelen van 1000 frank zooals het nu het geval is, maar wel in coupures van 500 frank zou worden verdeeld, en dat voor iedere coupure een recht van fr. 0,50 zou worden geëischt. Bij voorbeeld, een effect van 1200 frank dat tegenwoordig hetzelfde recht betaalt als een effect van 2000 frank, d. i. 1 frank, zou volgens het nieuw regiem 1.50 betalen. Wat de effecten van 500 frank en minder aangaat, zou de verdeeling gemaakt worden in coupures van 100 frank, iedere aanleiding gevende tot een recht van fr. 0.10. Aldus een effect van 100 frank dat tegenwoordig met een recht van fr 0. 10 belast is, zou aan geene meerdere belasting onderworpen worden en een effect van 300 frank, dat in den huidige toestand fr. 0.25 betaalt, zou voortaan met een recht van fr. 0.30 getroffen worden. Dat tarief is niet overdreven, en men mag beweren dat het niet van aard is de handelszaken te hinderen.

Wij zullen er bijvoegen dat het zegelrecht op de handelseffecten sedert 1839 niet verhoogd werd. Het is waarschijnlijk de eenigste onrechtstreeksche belasting die sindsdien niet verzwaaard wierd; zij werd zelfs verzacht, want in 1839 was zij vastgesteld op 60 centiemen per 1,000 frank en zij is bij de wet van 20ⁿ Juli 1848 tot het huidig bedrag verminderd.

Artikel 12 van het ontwerp verdubbelt insgelijks het evenredig zegelrecht op de briefjes aan toonder, dat tegenwoordig op 50 centiemen per 1,000 frank vastgesteld is (Wet van 28ⁿ Maart 1891, art. 17). Dit is het logisch gevolg van de schikking aangaande de wisselbrieven in artikel 11 opgenomen.

Die tweede groep van bepalingen zou ons ongeveer 4 millioen meer aan inkomsten kunnen verschaffen.

Verzekeringsovereenkomsten.

(ART. 13.)

Volgens de meening van specialisten mag de taxe op de verzekeringsovereenkomsten zonder bezwaar verhoogd worden.

Artikel 13 van het ontwerp bepaalt ze als volgt : Van 3 frank tot 6 frank per 1,000 frank voor de levensverzekeringen, de verzekeringen op de zee- en binnen-

vaart en de andere overeenkomsten in artikel 30, littera A, der wet van 30 Augustus 1913 aangeduid.

Van 2 tot 3 centiemen per 1,000 frank, voor de brandverzekeringen en, in 't algemeen, voor alle verzekeringen die in de vorige schikkingen niet opgenomen zijn.

Waarschijnlijke opbrengst van de verhooging dezer taxes : 1 miljoen.

Beursverrichtingen.

(Art. 14.)

De wet van 30 Augustus 1913, die de taxe op de beursverrichtingen ingevoerd heeft, bepaalt het bedrag der belasting op 15 centiemen per 1,000 frank, met uitzondering der vermindering tot 10 centiemen voor de verrichtingen met gereed geld die zekere titels beoogen, zooals titels van de Belgische en de Congo-leesche openbare schuld.

Het is ons voorgekomen dat de taxe, die de bovengemelde belastbare stof treft, vermeerderd mocht worden, aangezien de beursverrichtingen meestal daden van winstbejagende speculatie zijn.

Artikel 14 van het ontwerp brengt het recht op 30 centiemen per 1,000 frank; het schaft, bovendien, het gunsttarief af, ten voordeele van zekere titels door het 2^o alinea van artikel 13 der bovengemelde wet ingesteld.

Het schijnt dat de opbrengst van de nieuwe taxe 1 miljoen zou kunnen bereiken.

Akten en geschriften aangaande het formaatzegel.

(Art. 15 en 16.)

Het formaatzegelrecht is laatstelijk bij de wet van 28 Juli 1879 verhoogd geworden.

Wij stellen U voor de taxe te verheffen naar eene verhouding die in het geheel gebracht mag worden op 50 t. h. der rechten zooals zij in 1879 werden ingesteld. Deze voor de belastingschuldigen weinig belangrijke vermeerdering kan geenszins de uitvoering der overeenkomsten hinderen.

Naar de in zwang zijnde wetgeving, mogen de notarissen zegels van 50 centiemen (half vel klein papier) gebruiken voor de akten die zij in brevet opmaken; terwijl zij voor de akten waarvan zij minuut houden, zegels van ten minste 1 frank moeten bezigen. Die onderscheiding is niet gegrond. Onzes dunkens, moet ze afgeschaft worden. Zulks is het doel van artikel 16. De ontvangsten uit de bepalingen van artikelen 15 en 16 voort te vloeien, zullen ongeveer 4,600,000 frank bereiken.

**Verlof voor het dragen van jachtwapens en voor het jagen
met windhonden.**

(ART. 17.)

De wet van 28^e Juli 1879 heeft het zegel voor het dragen van jachtwapens en voor het jagen met windhonden vastgesteld op 35 frank.

Wij stellen u voor het te brengen op 100 frank.

De jacht is een vermaak en eene weelde. Die verhooging der belasting mag aanzien worden als in alle opzichten gegrond.

Het is veroorloofd uit dien hoofde eene vermeerdering te verwachten van ten minste 1 millioen.

Het tweede lid van artikel 17 van het ontwerp maakt het nieuw recht van toepassing op de verloven die, op den datum waarop de wet in werking treden zal, uitgegeven zullen zijn voor het tijdsbestek van 1 Juli 1919 tot 30 Juli 1920. Het kwam ons voor dat al de personen die 't genoeg der jacht gedurende gemeld tijdperk zullen genieten, op voet van gelijkheid moeten gesteld worden. Daarom heeft het nieuw tarief terugwerkende kracht.

Algemeene bepaling.

(ART 16.)

Naar de grondregels die het heffen van 't zegelrecht beheerschen, wordt aan 't Beheer de taak opgelegd aan te toonen dat een geschrift in overtreding der wet werd opgemaakt.

Ervaring heeft uitgewezen dat eene groote hindernis, die het opsporen van 't bedrog terzake in den weg ligt, hieruit voortvloeit dat de ministerieele ambtenaars, wanneer zij in eene door hen verleden akte, namelijk in eenen inventaris of eene verdeeling, melding maken van een aan het zegel onderworpen geschrift, niet gehouden zijn op te geven of wegens het geschrift al dan niet belasting werd betaald.

Artikel 18 van het ontwerp heeft ten doel deze leemte aan te vullen.

TITEL II.

REGISTRATIERECHT.

Akten van verdeeling en akten van vennootschap.

(ART. 19, 20 en 21.)

De geringe evenredige rechten waarmede de van kracht zijnde wetgeving de akten van verdeeling en de akten van vennootschap treft, bleken ons, de begrootingsnoodwendigheden in acht genomen, tot het dubbel gebracht te mogen worden

De voorgedragen verhooging van belasting voor de akten van verdeeling zal de op de erfenissen drukkende lasten niet merklijk doen toenemen. Wat de vermeerdering betreft, van het recht op de akten van vennootschap, zij kan in geen deele de uitbreiding van handel en van nijverheid stremmen.

De meerdere ontvangst die uit de tariefwijziging zal voortvloeien, mag op 3,500,000 frank worden bepaald.

Openbare verkoop van meubelen.

(ART. 22.)

De wet van 22 Frimaire jaar VII had, over 't algemeen, aan 't recht van fr. 2 t. h. (thans 2.70 t. h.) onderworpen de *openbare en uit de handsche verkooping* van meubelen, vruchten te velde, kappingen van hak- en hoogstamig hout en andere roerende voorwerpen om 't even dewelke (voormelde wet artikel 69, § V, n^o 1).

Verscheidene wettelijke bepalingen brachten wijzigingen in dit tarief.

Vooreerst, de wet van 31 Mei 1824, beoogende handel en landbouw te begunstigen, verminderde tot fr. 0.50 t. h. (thans 0.65 t. h.) het recht op *openbare verkooping* van koopwaren, die als zoodanig in den handel bekend staan, van groeiende bosschen, van tak- en wortelvaste veldgewassen en vruchten, ofschoon nochtans het bij de wet van frimaire voor verkooping *uit de hand* gevestigde recht in stand houdende.

Vervolgens onderwierp de wet van 20 Mei 1846, met het doel den gevestigden handel te beschermen, de openbare verkooping van nieuwe koopwaren aan het recht van 5 t. h. (thans 6.50 t. h.) behoudens openbare verkooping in 't klein, waarvoor het bij de wet van 31 Mei 1824 gevestigde verminderd recht behouden bleef.

Later verminderde de wet van 14 Juni 1854, artikel 5, tot 50 centiemen (thans 0.65 t. h.) de verkooping van meubelen en koopwaar in de gevallen voorzien bij artikelen 477 en 528 van het Wetboek van koophandel.

Ten slotte werd, met de bedoeling openbare verkooping van niet vervaardigde koopwaren te begunstigen, bij artikel 1 der wet van 5 Juli 1860 als volgt beschikt :

« Vrijwillig en bij openbaar opbod gedane verkooping, niet voorzien bij
» artikel 2 der wet van 15 Mei 1846, van koopwaren die als zoodanig in den
» handel bekend staan, worden kosteloos geregistreerd, indien de processen-
» verbaal, catalogen en aankondigingen die daarop betrekking hebben uitdruk-
» kelijk vermelden dat de koopers geen kosten boven den toewijzingsprijs zullen
» hoeven te betalen.

» Is deze voorwaarde niet vervuld, dan worden dezelfde verkooping onder-
» worpen aan het bij artikel 69, § V, n^o 1, der wet van 22 Frimaire jaar VII
» gevestigde recht ».

Het volstaat het bovenstaande te lezen om zich rekenschap er van te geven hoe zonderling en onduidelijk de wetgeving is op het registratierecht dat de verkoop-

pingen van meubels en koopwaren treft : verschillende tarieven naar gelang het openbare of uit de handsehe verkoopingën geldt; verkoopingën gedaan in geval van noodzakelijkheid of louter vrijwillige verkoopingën; verkoopingën van groeiende bosschen en oogst te velde of verkoopingën van gevelde bosschen of veldgewassen.

Anderdeels, aangenomen dat gronden ingegeven door 't belang van nijverheid en landbouw er eertijds mochten toe nopen het registratierecht op de openbare verkoopingën van groeiende bosschen en gewassen te velde te verminderen, bestaan deze gronden heden ten dage op verre na niet meer.

Ten slotte, zoo de openbare verkoopingën van koopwaren tot heden toe een soort van voorrecht genoten dat het belang van den handel wellicht wettigde, het kwam ons voor dat dit voorrecht in de huidige omstandigheden moet vervallen.

Daarom stellen wij U voor terug te keeren tot het stelsel der wet van 22 Frimaire jaar VII en alle verkoopingën van meubelen, zonder onderscheid, aan een gelijkvormig recht van fr. 2.70 t. h. te onderwerpen.

De ontvangstvermeerdering door de hervorming te verwekken, wordt op 600,000 frank geraamd.

Aankoop van kleine landelijke eigendommen.

(Art. 23).

De wet van 21 Mei 1897 verminderde onderscheidenlijk op fr. 2.70 t. h. en op 65 centiemen t. h. het recht van registratie en het recht van overschrijving voor de aankopen van landelijke onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen 200 frank niet overtreft, op voorwaarde dat noch door den aankoper, noch door zijn echtgenoot in eigendom worden bezeten onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen, met dat van het verworven onroerend goed, een 200 frank overtreffend totaal uitmaakt.

Deze vermindering van belasting, zulks is een feit, werd enkel toegekend uit aanmerking van den weinig bloeienden toestand waarin de kleine landbouwers zich bevonden toen de wet in stemming kwam. Het scheen den wetgever toe, dat de stand der kleine hoevenaars niet minder belangwekkend was den deze der arbeiders. In dezen gedachtengang is het dat de wet van 21 Mei 1897 de fiskale lasten verminderde voor aankoop van eigendommen bestemd om in handen des landbouwers, naar de bewoording zelve der memorie van toelichting, « het erf uit te maken van eene kleine landbouwuitbating » zooals de wet van 9 Augustus 1889 gedaan had voor de aankopen van onroerende goederen bestemd tot arbeiderswoningen.

Is het waar dat over 't algemeen ten tijde dat over de wet van 1897 werd gestemd, de toestand van den kleinen landbouwer ver van bloeiend was, zoo is zulks heden ten dage geenszins meer het geval. Van uitzonderlijk dat hij op gemeld tijdstip was, is welstand thans onder onze landbouwbevolking algemeen. Verre van eene oorzaak van ondergang te zijn, zooals zulks voor het meerendeel onzer medeburgers het geval was, waren de oorlogsgebeurtenissen voor de landbouwers eene bron van welvaart. Ten bewijze hiervan, mogen deze twee feiten

strekken : dat de onroerende goederen te lande tegen buitengewone prijzen koopters vinden, en dat de onroerende goederen die met hypotheek bezwaard waren vóór den oorlog, sedertdien voor 't meerendeel werden bevrijd.

Anderdeels, gesteld dat de waarde der landelijke goederen aanzienlijk toenam sedert 1897 en inzonderheid tijdens de twee laatste jaren, is het zeker dat tusschen kadastraal inkomen en verkoopwaarde geene verhouding meer bestaat. Niet zelden worden eigendommen, waarvan het kadastraal inkomen minder dan 200 frank bedraagt, verkocht tegen prijzen die 25,000, 30,000, 40,000 frank en zelfs meer bereiken. Heel onlangs, werd in de provincie Luxemburg, een eigendom waarvan de kadastrale opbrengst 200 frank niet bereikte, verkocht tegen den prijs van 56,000 frank; en de aankoper heeft het bij de wet van 26 Mei 1897 gevestigd gunsttarief genoten!! Is het aan te nemen dat in zulke voorwaarden gedane aankopen de bij deze wet gevestigde vrijstellingen genieten, terwijl naar de opvatting des wetgevers — zooals blijkt uit de memorie van toelichting — deze vrijstellingen enkel moesten ten goede komen aan aankopen van onroerende goederen eener waarde van ongeveer 7,000 frank?

Kortom, men mag bevestigen dat de gronden die de bij de wet van 1897 voorziene gunsttarieven wettigen, thans niet meer bestaan. Dit zijnde, ware het in stand houden dezer gunstmaatregelen niet slechts eene ontwrichting van het grondwettelijk beginsel der gelijkheid van allen tegenover de belastingwet, maar het tegengaan van den door den wetgever formeel uitgedrukten wil.

Anderdeels leggen de dringende noodwendigheden der schatkist aan alle burgers zonder onderscheid de dringende verplichting op van opofferingen te doen om 's lands herstel te verzekeren.

Deze beschouwingen brachten ons er toe U afschaffing voor te stellen der uitzonderingswet van 21 Mei 1897:

De afschaffing zal de ontvangsten met ongeveer 1,200,000 frank doen stijgen.

Overdracht van handelszaken.

(ART. 24 tot 26.)

Van welk standpunt men ze ook beschouwe, zegt Laurent (Principes, t. V, n^o 343), de handelszaken zijn roerende goederen. Welnu, bij gebreke van bijzondere bepalingen welke deze soort goederen aan een afzonderlijk fiscaal stelsel onderwerpen, worden zij beheerscht door de algemeene beginselen der wet van 22 Frimaire jaar VII, die het overdragen van roerende goederen beheerschen. De akten houdende verkoop van handelszaken zijn dus niet in eenen bepaalden termijn aan de registratie onderworpen, tenware zij in den authentieken vorm zouden opgesteld zijn of, bijaldien zij onderhands verleden, ervan gebruik zou gemaakt worden in een openbare akte of in rechten.

Bij het ontwerp wordt op dat punt eene belangrijke nieuwigheid voorgesteld. Onder de ingeving der Fransche wet van 28 Februari 1872, wordt het afstaan van handelszaken gelijkgesteld met het overdragen van onroerende goederen wat aangaat het recht van overgang, het bewijs van dezes bestaan en de aanneemelijkheid der aanvraag tot schatting. Dientengevolge onderwerpt het de onder-

handsehe akten, houdende overdracht van handelszaken, aan de verplichting der registratie binnen den termijn van drie maanden en de mondelinge verkooping en aan de aangifte binnen denzelfden termijn; het vestigt ten voordeele van de Schatkist wettige vermoedens van overgang, evenals artikel 12 der wet van 22 Frimaire jaar VII; eindelijk, het maakt ter zake toepasselijk de bestaande wettige bepalingen betreffende de schatting in zake registratie.

Deze hervorming is uit alle oogpunten gewettigd.

De handelszaken zijn dikwijls van groot belang en de overzettingen waarvan zij het voorwerp zijn, dragen maar zeer zelden bij tot de belasting, in den tegenwoordigen toestand onzer wetgeving. Het is rechtmatig ze in alle gevallen aan het evenredig recht van overgang te onderwerpen, evenzeer als de overdrachten van onroerende goederen waarvan de gewichtigheid dikwijls kleiner is dan deze der overzettingen van handelszaken.

Dit is het doel van artikelen 24 tot 26 van het voorstel. De bijkomende ontvangst welke de voorgestelde bepalingen aan de Schatkist zullen verschaffen zou zelfs bij benadering, niet kunnen geschat worden. Maar het is zeker dat men mag rekenen op eene betrekkelijke aanzienlijke opbrengst.

TITEL III.

RECHT VAN HYPOTHECAIRE INSCHRIJVING.

(ART. 27.)

Het recht verschuldigd voor de inschrijving der schuldvordering in de registers der hypotheekbewaarders beloopt thans fr. 0.43 %. Artikel 28 van het ontwerp brengt dit recht op fr. 0.25 %.

Het 2^e lid van gemeld artikel bekrachtigt eene nieuwigheid. Onder de bestaande wetgeving heeft het door 't Beheer nageleefd rechtsbegrip in dezen zin stand genomen dat de inschrijving van *ambtswege*, welke de bewaarder gehouden is te nemen luidens artikel 35 der wet van 16 December 1851, niet onderworpen is aan het recht van hypothecaire inschrijving; maar dat de *hernieuwingen* der van ambtswege genomen inschrijvingen onder het gemeen recht vallen en onderworpen worden aan de heffing van het recht van 0.43 %.

Men heeft doen gelden, om de vrijstelling te rechtvaardigen aangaande de van ambtswege genomen inschrijvingen, dat de *overschrijving* in de hypotheekregisters van de akte waaruit de bevoorrechte schuldvordering ontstond, voor gevolg heeft het voorrecht van den schuldeischer in stand te houden; dat het bijgevolg billijk is dat het evenredig recht voor deze formaliteit betaald ook de formaliteit der van ambtswege genomen inschrijving dekke.

Deze reden is geenszins van overwegenden aard. De overschrijving der akte waaruit de bevoorrechte schuldvordering ontstaat en de inschrijving van het voorrecht zijn twee gansch onderscheiden zaken die volstrekt verschillende uitwerkselen hebben: de eerste geschiedt ten voordeele van den koper, van den begiftigde, enz. in dezen zin dat zij zijn recht van eigendom bevestigt tegenover derden; de tweede is van nut voor den schuldeischer verkooper, den schen-

ker, enz., in dezen zin dat zij hem toelaat zijn voorrecht te doen gelden tegenover de andere schuldeischers van zijnen schuldenaar, hetgeen hij niet zou kunnen doen indien het voorrecht niet openbaar gemaakt ware door de inschrijving.

Daarenboven dient opgemerkt dat, onder de wetgeving die ons beheerscht, het recht genaamd overschrijvingsrecht niet meer invorderbaar is voor de overschrijving van al de akten waaruit eene bevoorrechte schuldvordering voortspuit : dit recht is niet verschuldigd wanneer het eene akte geldt houdende schenking, of licitatieverkoop (z. wet van 30 Augustus 1913, art. 28 en wet van 13 Mei 1905).

De voorafgaande overwegingen hebben ons toegesenen het voorstel te rechtvaardigen dat het voorwerp uitmaakt van het 2^e lid van artikel 27 hetwelk voor doel heeft de van ambwege genomen inschrijvingen en de inschrijvingen van hypotheek uit overeenkomst aan hetzelfde fiscaal stelsel te onderwerpen.

De opbrengst der hervormingen die het voorwerp uitmaken van artikel 27 mag geschat worden op 600,000 frank.

TITEL IV.

Uitvindingsbrevetten.

(ART. 28 en 29.)

De wet van 24 Mei 1834 heeft eene jaarlijksche en klimmende taxe gesteld op de uitvindingsbrevetten : de eerste taxe beloopt 10 frank ; zij verhoogt met 10 frank telken jare om 200 frank te bereiken op het einde van het 20^e jaar.

Het is onbetwistbaar dat de vergunning van een brevet aan deszelfs titularis groote voordeelen verschaft. Anderzijds stelt de statistiek vast, dat de 9/10 der in België uitgegeven brevetten verstrekt worden aan vreemdelingen.

Om dezen redenen is het ons voorgekomen dat men zonder bezwaar de taxe op de brevetten mocht verdubbelen.

Krachtens de bestaande wetgeving geeft het aan den titularis van het hoofdbrevet verstrekte verbeteringsbrevet geene aanleiding tot het betalen eener bijkomende taxe. Zulks is blijkbaar eene leemte. Het ontwerp vult deze leemte aan door het vaststellen in het ondersteld geval van eene vaste taxe, éénmaal betaald, van 50 frank.

Het Beheer is van meening dat de bij artikel 28 voorgestelde maatregelen de opbrengst der brevetstaxes met ongeveer 1,000,000 kunnen doen aangroeien.

* * *

Kortom, de voorstellen welke wij U verzoeken te willen goedkeuren, kunnen, volgens de minst optimistische vooruitzichten, aan de Schatkist eene verhooging van inkomen van minstens 20 millioen bezorgen.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription ainsi que sur les taxes de brevets d'invention.

Ontwerp van wet brengende wijzigingen in de wetten op het zegel-, registratie-, overschrijvings- en inschrijvingsrecht alsmede op de taxes voor uitvindingsbrevetten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

Droit de timbre.

ARTICLE PREMIER.

Sans préjudice aux exemptions et aux immunités résultant des dispositions légales existantes, il est établi, en remplacement du droit de timbre de dimension de 25 centimes auquel sont assujetties les quittances par les articles 7 et 8 de la loi du 25 mars 1891, un droit proportionnel dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les quittances de 100 francs et au-dessous fr.	0.05
Pour celles de plus de 100 francs jusqu'à 500 francs	0.10
Pour celles de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs	0.20
Pour celles de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs	0.30

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

TITEL I.

Zegelrecht.

ARTIKEL ÉÉN.

Onverminderd de uitzonderingen en vrijstellingen voortvloeiende uit de bestaande wettelijke bepalingen, wordt, ter vervanging van het formaatzegelrecht van 25 centiem waaraan de kwijtbrieven bij artikelen 7 en 8 der wet van 25 Maart 1891 worden onderworpen, een evenredig recht gevestigd waarvan het bedrag bepaald wordt als volgt :

Voor de kwijtbrieven van 100 frank en daarbeneden fr.	0 05
Voor die van meer dan 100 frank tot 500 frank	0 10
Voor die van meer dan 500 frank tot 1,000 frank	0 20
Voor die van meer dan 1,000 frank tot 1,500 frank	0 30

Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 500 francs, sans fraction.

ART. 2.

Le droit de timbre établi par l'article précédent est applicable à tous actes ou écrits signés ou non signés, destinés à faire preuve d'un reçu, d'une décharge ou d'une quittance de sommes.

Ce droit peut être acquitté par l'apposition de timbres adhésifs.

ART. 3.

Il est encouru, personnellement et sans recours, par le créancier et, plus généralement, par celui qui donne reçu, décharge ou quittance une amende égale à vingt fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs, pour chaque acte ou écrit rentrant dans les prévisions de l'article 2, qui est fait sur du papier non revêtu du timbre prescrit; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec le débiteur au paiement du droit éludé.

Parcille amende est encourue personnellement et sans recours par le débiteur et, plus généralement, par celui à qui il est donné reçu, décharge ou quittance, s'il accepte l'acte ou l'écrit dont il est question à l'alinéa précédent; le contrevenant est, en outre, solidairement tenu avec le créancier au paiement du droit éludé.

Les amendes édictées par les deux alinéas qui précèdent sont portées au triple, sans qu'elles puissent être inférieures à 300 francs chacune, s'il a été

En zoo verder, in verhouding van 10 centiem per 500 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Het bij het vorig artikel gevestigde zegelrecht is van toepassing op alle akten of geschriften, al dan niet onteekend, bestemd om te gelden als bewijs van ontvang, ontlasting of kwijting van sommen.

Dit recht kan worden voldaan door opplakking van plakzegels.

ART. 3.

Persoonlijk en zonder verhaal wordt door den schuldeischer en, meer algemeen, door dengene die voor ontvangst, ontlasting of kwijting teekent, eene boete verbeurd gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen, voor elke akte of elk geschrift dat binnen de voorzieningen van artikel 2 valt en dat gesteld is op niet van het voorgeschreven zegel voorzien papier; de overtreder is daarenboven, hoofdelijk met den schuldenaar gehouden tot betaling van het ontdoken recht.

Dergelijke boete wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd door den schuldenaar en, meer algemeen, door dengene aan wien bewijs van ontvang, ontlasting of kwijting wordt verstrekt, indien hij de akte of het geschrift waarvan sprake in het vorig lid aanneemt; de overtreder is, bovendien, hoofdelijk met den schuldeischer tot betaling van het ontdoken recht gehouden.

De bij de twee vorige leden voorziene straffen worden tot het drievoud gebracht zonder dat zij ieder minder dan 300 frank mogen bedragen, indien

fait usage sciemment et de mauvaise foi de timbres ayant déjà servi. Il ne peut en ce cas être accordé aucune remise d'amende.

ART. 4.

Il est interdit à tous officiers publics ou ministériels et à toutes autres personnes physiques ou morales d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte ou pour le compte d'autrui des reçus ou quittances non revêtus du timbre prescrit, à peine d'une amende égale à 20 fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs pour chaque acte ou écrit.

ART. 5.

Sont assujettis au droit de timbre proportionnel les chèques, les bons ou mandats de virement, les accreditifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles.

Le droit pour ces divers titres est fixé :

Pour ceux de 100 francs et au-dessous fr.	0 05
Pour ceux de plus de 100 francs jusqu'à 500 francs	0 10
Pour ceux de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs	0 20
Pour ceux de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs	0 30

Et, ainsi de suite, à raison de 10 centimes par 500 francs, sans fraction.

met voorweten en te kwader trouw gebruik werd gemaakt van reeds geëdiend hebbende zegels. In dat geval kan geene kwijtschelding van boete worden verleend.

ART. 4.

Het is aan alle openbare of ministeriële ambtenaars en aan alle andere natuurlijke of zedelijke personen verboden voor eigen rekening of voor rekening van anderen niet van het voorgeschreven zegel voorziene bewijzen van ontvang of kwijting te incasseeren of te doen incasseeren op straf van eene boete gelijk aan twintigmaal het ontboden recht, zonder dat zij minder dan 100 frank moge bedragen voor elke akte of elk geschrift.

ART. 5.

Aan het evenredig zegelrecht zijn onderworpen de checks, de overschrijvingsbons of mandaten, de creditbrieven, de bankbriefjes op order en, over 't algemeen, alle titels tot eene betaling met gereed geld en op zicht op beschikbare gelden.

Het recht wordt voor deze onderscheiden titels vastgesteld :

Voor die van 100 frank en daarbeneden op fr.	0 05
Voor die van meer dan 100 frank tot 500 frank op	0 10
Voor die van meer dan 500 frank tot 1,000 frank op	0 20
Voor die van meer dan 1,000 frank tot 1,500 frank op	0 30

En zoo verder, in verhouding van 10 centiem per 100 frank, zonder breuk.

Le droit de timbre établi par le présent article peut être acquitté par l'apposition de timbres adhésifs.

ART. 6.

Il est encouru, personnellement et sans recours, une amende égale à 20 fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres désignés à l'article 5, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Pareille amende est encourue, personnellement et sans recours, par le détenteur de la provision s'il accepte le titre dont il est question à l'alinéa précédent.

Tous les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé.

Les amendes édictées par le présent article sont portées au triple, sans qu'elles puissent être inférieures à 300 francs chacune, s'il a été fait usage sciemment et de mauvaise foi de timbres ayant déjà servi.

ART. 7.

Les chèques ou autres titres désignés à l'article 5 ne peuvent après l'expiration des délais dans lesquels le paiement doit être réclamé, faire l'objet d'une cession par endossement ou autrement sans avoir été préalablement soumis au timbre au taux fixé par l'article 11 ci-après, sous peine d'une amende égale à 20 fois le droit exigible, pour chaque endossement ou cession, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

Het bij dit artikel gevestigd zegelrecht kan worden voldaan door opplakking van plakzegels.

ART. 6.

Persoonlijk en zonder verhaal wordt eene boete verbeurd gelijk aan twintigmaal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank mogen bedragen, door al degenen die, te welken titel ook, hunne handteekening plaatsen op een der in artikel 5 aangeduide titels, zelfs komende van buitenslands, vooraleer hij aan het voorgeschreven zegel onderworpen geworden zij.

Dergelijke boete wordt persoonlijk en zonder verhaal verbeurd door den houder van het fonds tot betaling indien hij den titel waarvan sprake in het vorig lid aanneemt.

Al de overtreders zijn, bovendien, hoofdelijk tot betaling van het ontdoken recht gehouden.

De bij dit artikel voorziene straffen worden tot het drievoud gebracht, zonder dat zij ieder minder dan 300 frank mogen bedragen, indien met voorweten en te kwader trouw gebruik werd gemaakt van reeds gediend hebbende zegels.

ART. 7.

De checks en andere in artikel 5 aangeduide titels mogen, na het verstrijken der tijdsbestekken waarin de betaling dient te worden gevorderd, het voorwerp niet uitmaken van eenen afstand door endosseering of anderszins, zonder vooral onderworpen te zijn geworden aan het zegel ten bedrage bij navolgend artikel 11 vastgesteld, op straf eener boete gelijk aan twintigmaal het op vorderbaar recht, voor elke endosseering of elken afstand, zonder dat de boete minder dan 100 frank moge zijn.

ART. 8.

Sont exemptés du droit établi par l'article 5 :

- 1° Les chèques et virement postaux ;
- 2° Les chèques de 10 francs et au-dessous.

ART. 9.

Sont considérés comme faits sur papier non timbré :

1° Les actes ou écrits sur lesquels le timbre adhésif de quittance ou de chèque a été apposé sans l'accomplissement des conditions prescrites par l'arrêté royal qui règle la dimension et le mode d'emploi ou d'annulation du dit timbre ;

2° Les actes ou écrits sur lesquels a été apposé un timbre adhésif de quittance ou de chèque et qui ne rentrent pas dans les termes des articles 1 et 5 ci-avant.

ART. 10.

L'Administration est autorisée à établir par tous moyens, à l'exception du serment, le fait de l'acceptation ainsi que la mauvaise foi qui rendent exigibles les amendes édictées par les alinéas 2 et 3 de l'article 3 et par les alinéas 2 et 4 de l'article 6.

ART. 11.

Le droit de timbre proportionnel établi sur les effets négociables ou de commerce désignés à l'article 12, 2°, de la loi du 25 mars 1891 est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les titres de 100 francs et au-dessous fr. 0 10
Pour ceux de plus de 100 francs
jusqu'à 200 francs. 0 20

ART. 8.

Worden vrijgesteld van het bij artikel 5 gevestigde recht :

- 1° De postcheeks en -overschrijvingen ;
- 2° De checks van 10 frank en minder.

ART. 9.

Worden beschouwd als zijnde op ongezegeld papier gesteld :

1° De akten of geschriften waarop het plakzegel voor kwijtbrieven of voor checks werd aangebracht zonder dat voldaan zij aan de voorwaarden voorgeschreven bij het Koninklijk besluit dat het formaat en de wijze van gebruik of van onbruikbaarmaking van gemeld zegel regelt ;

2° De akten of geschriften waarop een plakzegel voor kwijtbrieven of checks werd geplakt en die niet onder de bewoording van voorgaande artikelen 1 en 5 vallen.

ART. 10.

Het Beheer is gemachtigd om door alle middelen, met uitzonder van den eed, het feit vast te stellen der aanneeming, alsmede der kwade trouw, die de boeten, voorzien bij de 2° en 3° leden van artikel 3 en bij de 2° en 4° leden van artikel 6 opvorderbaar maken.

ART. 11.

Het evenredig zegelrecht, gevestigd op de verhandelbare- of handelseffecten, aangeduid in artikel 12, 2°, der wet van 25 Maart 1891, wordt vastgesteld als volgt :

Voor de titels van 100 frank en daaronder fr. 0 10
Voor die van meer dan 100 frank
tot 200 frank 0 20

Pour ceux de plus de 200 francs jusqu'à 300 francs.	0 30	Voor die van meer dan 200 frank tot 300 frank	0 30
Pour ceux de plus de 300 francs jusqu'à 400 francs. . . . fr.	0 40	Voor die van meer dan 300 frank tot 400 frank fr.	0 40
Pour ceux de plus de 400 francs jusqu'à 500 francs.	0 50	Voor die van meer dan 400 frank tot 500 frank	0 50
Pour ceux de plus de 500 francs jusqu'à 1,000 francs.	1 00	Voor die van meer dan 500 frank tot 1,000 frank.	1 00
Pour ceux de plus de 1,000 francs jusqu'à 1,500 francs	1 50	Voor die van meer dan 1,000 frank tot 1,500 frank	1 50
Et, ainsi de suite, à raison de 50 cen- times par 500 francs, sans fraction.		En zoo verder in verhouding van 50 centiem per 500 frank, zonder breuk.	

ART. 12.

Le droit de timbre sur les billets au porteur fixé par l'article 17 de la loi du 25 mars 1891 à 50 centimes par 1,000 francs est porté à 1 franc par 1,000 francs.

ART. 12.

Het zegelrecht op de brieftjes aan toonder, bepaald bij artikel 17 der wet van 25 Maart 1891 op 50 centiem per 1,000 frank, wordt gebracht op 1 frank per 1,000 frank.

ART. 13.

La taxe d'abonnement annuel établie sur les contrats d'assurance et sur les contrats assimilés aux assurances par la loi du 30 août 1913, est portée :

A 6 francs par 1,000 francs, sans fraction, pour les contrats désignés sous les numéros 1 et 2 du littéra A de l'article 30 de la loi précitée;

Et à 5 centimes par 1,000 francs, sans fraction, pour les assurances désignées au litt. B du dit article.

ART. 13.

De jaarlijksche abonnementstaxe bij de wet van 30 Augustus 1913 gevestigd op de verzekeringsovereenkomsten en op de met de verzekeringen gelijkgestelde overeenkomsten, wordt gebracht :

Op 6 frank per 1,000 frank, zonder breuk, voor de overeenkomsten vermeld onder nummers 1 en 2 van littéra A van artikel 30 der voormelde wet;

En op 5 centiem per 1,000 frank, zonder breuk, voor de verzekeringen aangeduid onder littéra B. van bedoeld artikel.

ART. 14.

La taxe établie sur les opérations de bourse par les articles 11 et suivants de la loi du 30 août 1913 est portée à 30 centimes par 1,000 francs, sans fraction.

Est abrogé l'article 13 de la loi du 30 août 1913.

ART. 14.

De taxe, gevestigd op de beursverrichtingen bij artikelen 11 en volgende der wet van 30 Augustus 1913, wordt gebracht op 30 centiem per 1,000 frank, zonder breuk.

Artikel 13 der wet van 30 Augustus 1913 wordt afgeschaft.

ART. 15.

L'article 7 de la loi du 25 mars 1891 est remplacé par la disposition suivante :

Le droit de timbre de dimension est fixé ainsi qu'il suit :

La demi-feuille de petit papier, fr.	0 75
La feuille de petit papier. . . .	1 50
La feuille de moyen papier . . .	2 »
La feuille de grand papier . . .	2 50
La feuille de grand registre . . .	3 75

Si les dimensions des papiers soumis au timbre à l'extraordinaire sont différentes de celles des papiers de l'Administration, le timbre est payé au prix du format supérieur, sans que le droit puisse dépasser le taux de fr. 3,75 par feuille.

ART. 16.

L'article 23 de la loi du 25 mars 1891 est remplacé par la disposition suivante :

Les notaires ne peuvent faire usage de timbres de moins de fr. 1,50 pour les actes dressés par eux en minute ou en brevet, sous peine d'une amende de 25 francs.

ART. 17.

Le droit établi par l'article 11 de la loi du 25 mars 1891 sur les permis de port d'armes de chasse et les permis de chasse au lévrier est porté à 100 francs.

Ce droit est applicable rétroactivement aux permis qui ont été délivrés pour la période du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920.

ART. 18.

Lorsqu'il est fait mention dans un acte public quelconque d'un écrit sujet au timbre, l'officier public ou ministé-

ART. 15.

Artikel 7 der wet van 25 Maart 1891 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Het formaatzegelrecht wordt als volgt vastgesteld :

Het half vel klein papier. . . fr.	0 75
Het vel klein papier	1 50
Het vel middelsoortig papier . .	2 00
Het vel groot papier	2 50
Het vel groot register	3 75

Verschillen de afmetingen van het papier dat aan het buitengewoon zegel wordt onderworpen van de afmetingen van het papier van het beheer, dan wordt het zegel betaald tegen den prijs van het grootere formaat, zonder dat het recht meer dan fr. 3.75 per vel moge bedragen.

ART. 16.

Artikel 23 der wet van 25 Maart 1891 wordt vervangen door de volgende bepaling :

De notarissen mogen geen zegels van minder dan fr. 1.50 gebruiken voor de akten door hen in minuut of in brevet verleden, op straf eener boete van 25 frank.

ART. 17.

Het recht vastgesteld bij artikel 11 der wet van 25 Maart 1891 op de verloven tot het dragen van jachtwapens en de verloven tot jagen met windhonden wordt gebracht op 100 frank.

Dit recht is terugwerkend toepasselijk op de verloven die uitgegeven werden voor het tijdperk van 1 Juli 1919 tot 30 Juni 1920.

ART. 18.

Wanneer in eenige openbare akte melding wordt gemaakt van een geschrift onderworpen aan het zegelrecht,

riel est tenu de déclarer expressément dans l'acte si cet écrit est ou non revêtu du timbre et, dans l'affirmative, d'énoncer le montant du droit payé, à peine d'une amende de 100 francs pour chaque écrit au sujet duquel la déclaration ou l'énonciation prescrite n'aurait pas été faite.

L'amende est encourue personnellement et sans recours par l'officier public ou ministériel qui est, en outre, solidairement tenu avec les redevables au paiement du droit de timbre et de l'amende qui pourraient être dus du chef de l'écrit mentionné.

TITRE II

Droit d'enregistrement.

ART. 19.

Le droit d'enregistrement de fr. 0.25 % établi par l'article 1^{er} de la loi du 15 mai 1905 est porté à fr. 0.50 %.

ART. 20.

Le droit proportionnel d'enregistrement de fr. 0.50 % établi par l'article 4 de la loi du 30 août 1913 est porté à fr. 1 %.

ART. 21.

Le droit fixe d'enregistrement de 500 francs établi par l'article 5 de la loi du 30 août 1913 est porté à 1,000 francs.

Le droit gradué d'enregistrement établi par ledit article est porté, savoir :

Si le capital social est de 5 millions et au-dessous, à . . . fr. 2,000 »

dan is de openbare of ministerieele ambtenaar gehouden uitdrukkelijk in de akte te verklaren of dit geschrift van het zegel voorzien is of niet, en, in bevestigend geval, het bedrag van het betaalde recht aan te duiden, op straf eener boete van 100 frank voor elk geschrift waaromtrent de voorgeschreven verklaring of aanduiding niet zou gedaan geweest zijn.

De boete wordt persoonlijk en zonder verhaal belooopen door den openbaren of ministerieelen ambtenaar, dewelke daarenboven hoofdelijk met de zegelrechtplichtigen gehouden is tot betaling van het zegelrecht en van de boete die mochten verschuldigd zijn uit hoofde van gemeld geschrift.

TITEL II.

Registratierecht.

ART. 19.

Het registratierecht van fr. 0.25 t. h. vastgesteld bij artikel 1 der wet van 15 Mei 1905 wordt gebracht op fr. 0.50 t. h.

ART. 20.

Het evenredig registratierecht van fr. 50 t. h. vastgesteld bij artikel 4 der wet van 30 Augustus 1913 wordt gebracht op fr. 1 t. h.

ART. 21.

Het vast registratierecht van 500 frank gesteld bij artikel 5 der wet van 30 Augustus 1913 wordt gebracht op 1,000 frank.

Het trapsgewijze bepaald registratierecht gesteld bij gemeld artikel wordt gebracht, te weten :

Indien het maatschappelijk kapitaal 5 miljoen en daarbeneden bedraagt, op 2,000 »

Si le capital est de plus de 5 millions jusqu'à 10 mil- lions, à fr. 4,000 »	Indien het kapitaal meer dan 5 millioen tot 10 mil- lioën bedraagt, op . fr. 4,000 »
Si le capital est de plus de 10 millions jusqu'à 20 millions, à 8,000 »	Indien het kapitaal meer dan 10 millioen tot 20 mil- lioën bedraagt, op . . . 8,000 »
Si le capital est de plus de 20 millions jusqu'à 50 millions, à 20,000 »	Indien het kapitaal meer dan 20 millioen tot 50 mil- lioën bedraagt, op . . . 20,000 »
Si le capital est de plus de 50 millions, à 50,000 »	Indien het kapitaal meer dan 50 millioen bedraagt, op. 50,000 »

ART. 22.

Sont abrogés : l'article 13 de la loi du 31 mai 1824, en tant qu'il dispose pour les ventes publiques et aux enchères de marchandises réputées telles dans le commerce, de bois sur pied, de récoltes pendantes et de fruits non encore recueillis; l'article 11 de la loi du 20 mai 1846; l'article 5 de la loi du 14 juin 1851; l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1860; et l'article 30 de la loi du 29 juin 1887 en tant qu'il est relatif au taux du droit d'enregistrement des ventes de marchandises et effets mobiliers faites en cas de concordat par abandon d'actif.

ART. 23.

Est abrogée la loi du 21 mai 1897 portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales.

ART. 24.

Les actes sous signature privée ou passés en pays étranger portant transmission de fonds de commerce situés en Belgique sont enregistrés dans le délai fixé par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII.

A défaut d'acte constatant la trans-

ART. 22.

Worden afgeschaft : artikel 13 der wet van 31 Mei 1824, voor zoover het beschikt omtrent de openbare en bij opbod gedane verkooping van koopwaren als dusdanig beschouwd in den handel, van boomen op stam, van takken wortelvaste oogsten en vruchten; artikel 11 der wet van 20 Mei 1846; artikel 5 der wet van 14 Juni 1851; artikel 1 der wet van 5 Juli 1860; en artikel 30 der wet van 29 Juni 1887 voor zoover het betrekking heeft op het bedrag van het registratierecht op de verkooping van koopwaren en roerende goederen gedaan in geval van van accoord door boedelafstand.

ART. 23.

Wordt afgeschaft de wet van 21 Mei 1897 houdende vermindering der registratie- en der overschrijvingsrechten op de aankopen van kleine landeigendommen.

ART. 24.

De ondershands of buitenslandsverleden akten houdende overdracht van in België gelegen handelszaken worden geregistreerd binnen den termijn bepaald bij artikel 22 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Bij gebrek eener akte waaruit de

mission, il y est suppléé par une déclaration détaillée et estimative, conformément à l'article 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Si l'acte n'est pas enregistré ou si la déclaration n'est pas faite dans le délai ci-dessus fixé, il est encouru, individuellement et sans recours, par l'ancien et par le nouveau possesseur une amende égale au droit exigible sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux actes portant transmission de clientèles civiles ou commerciales.

ART. 25.

L'Etat est autorisé à établir par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment, la transmission d'un fond de commerce ou d'une clientèle.

Cette transmission est suffisamment établie, pour la demande et la poursuite du droit d'enregistrement et des amendes, par les actes ou écrits qui révèlent l'existence de la mutation ou qui sont destinés à la rendre publique, ainsi que par l'inscription du nouveau possesseur au rôle des contributions et par les paiements faits en vertu de ce rôle, sauf preuve contraire.

ART. 26.

Sans préjudice aux dispositions légales existantes relatives à la dissimulation du prix dans les actes translatifs de propriété à titre onéreux, si le prix ou l'estimation énoncés dans un acte portant mutation de fonds de commerce ou de clientèles paraissent inférieurs à la valeur vénale du bien transmis, l'ad-

overdracht blijkt, wordt daarin voorzien door eene omstandige en begrootende verklaring, overeenkomstig artikel 4 der wet van 27 Ventôse jaar IX.

Indien de akte niet geregistreerd of de verklaring niet gedaan wordt binnen den hierboven bepaalden termijn, wordt persoonlijk en zonder verhaal, door den vroegeren en door den nieuwen bezitter eene boete beloopt gelijk aan het opvorderbaar recht zonder dat zij minder dan 100 frank mag bedragen.

De voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op de akten houdende overdracht van burgerlijke- of handelsclientele.

ART. 25.

De Staat is gemachtigd om door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, met uitzondering van den eed, de overdracht van eene handelszaak of van eene clientele vast te stellen.

Deze overdracht is genoegzaam bewezen, om het registratierecht en de boeten te eischen en te vervolgen, door de akten en geschriften waaruit het bestaan van den overgang blijkt, of die bestemd zijn om hem openbaar te maken, alsmede door de inschrijving van den nieuwen bezitter ten kohiere der belastingen en door de betalingen krachtens dit kohier gedaan, onder voorbehoud van het bewijs van het tegendeel.

ART. 26.

Onverminderd de bestaande wettige bepalingen betreffende het verhalen van den prijs in de akten van eigendomsoverdracht ten bezwarenden titel, mag het Beheer de schatting eischen wanneer de prijs of de waarde aangeduid in de akte houdende overgang van eene handelszaak of van clientele beneden den verkoop-

ministration peut requérir l'expertise. Celle-ci a lieu dans le délai et les formes prescrits pour l'expertise en cas de vente d'immeubles. Le cas échéant, l'administration est autorisée à exiger la représentation des livres de commerce des parties.

Est rendu applicable aux transmissions de fonds de commerce ou de clientèles, l'article 5 de la loi du 23 ventôse an IX, en tant qu'il édicte une amende égale au droit supplémentaire d'enregistrement dans tous les cas où les frais de l'expertise tombent à la charge du redevable.

TITRE III.

Droit d'inscription hypothécaire.

ART. 27.

Le droit d'inscription dont il s'agit à l'article 27 de la loi du 30 août 1913 est porté à fr. 0.25 %.

Est soumise au même droit l'inscription prise d'office par le conservateur des hypothèques, en exécution de l'article 35 de la loi du 16 décembre 1851.

TITRE IV.

Taxes de brevets d'invention.

ART. 28.

Le 2^e et le 3^e alinéas de l'article 3 de la loi du 24 mars 1854 sur les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation sont remplacés par les dispositions suivantes :

Il est payé, pour chaque brevet,

prijs van het overgedragen goed schijnen te zijn. Deze schatting geschiedt binnen den termijn en in de vormen voorgeschreven voor de schatting in geval van verkoop van onroerende goederen. Bij voorkomend geval, is het Beheer gemachtigd het overleggen van de handelsboeken der partijen te vorderen.

Wordt toepasselijk gemaakt op de overdrachten van handelszaken of van clientele, artikel 5 der wet van 23 Ventôse jaar IX, in zoover het eene boete uitvaardigt gelijk aan het aanvullend registratierecht in al de gevallen dat de onkosten der schatting ten laste van den belastingschuldige vallen.

TITEL III.

Recht van hypothecaire inschrijving

ART. 27.

Het inschrijvingsrecht, waarvan sprake onder artikel 27 der wet van 30 Augustus 1913, wordt gebracht op fr. 0.25 t. h.

Wordt aan hetzelfde recht onderworpen de inschrijving van ambtswege door den hypotheekbewaarder genomen in uitvoering van artikel 35 der wet van 16 December 1851.

TITEL IV.

Taxes op de uitvindingsbrevetten.

ART. 28.

Het 2^e en het 3^e lid van artikel 3 der wet van 24 Maart 1854 op de brevetten van uitvinding, van verbetering en van invoer worden vervangen door de volgende bepalingen.

Voor ieder brevet wordt eene jaar-

une taxe annuelle et progressive dont le taux est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} année	fr. 20 »
2 ^e année	40 »
3 ^e année	60 »

et, ainsi de suite, à raison d'une augmentation de 20 francs chaque année, et ce jusqu'à la vingtième année pour laquelle la taxe est de 400 francs.

Toutefois, les brevets de perfectionnement délivrés au titulaire du brevet principal ne donnent lieu qu'à une taxe fixe, une fois payée, de 50 francs.

Les taxes sont payées par anticipation et, dans aucun cas, ne sont remboursées.

ART. 29.

Les taxes de brevet qui viendront à échéance à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, seront acquittées conformément au tarif établi par l'article précédent.

ART. 30.

Le Gouvernement déterminera la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions relatives au droit de timbre, à l'exception de celles qui font l'objet des articles 13, 17 et 18.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1919.

lijksche en klimmende taxe betaald waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

1 ^{ste} jaar	fr. 20 »
2 ^e jaar	40 »
3 ^e jaar	60 »

en zoo verder met eene verhooging van 20 frank telken jare en zulks tot op het twintigste jaar waarvoor de taxe 400 frank bedraagt.

Nochtans, de verbeteringsbrevetten verstrekt aan den titularis van het hoofdbrevet, geven maar aanleiding tot eene vaste taxe, éénmaal betaald, van 50 frank.

De taxes worden vooruit voldaan en zij worden in geen geval terugbetaald.

ART. 29.

De brevetstaxes die vervallen te rekenen van den dag waarop deze wet van kracht wordt, behooren te worden voldaan overeenkomstig het in het voorgaande artikel vastgesteld tarief.

ART. 30.

De Regeering bepaalt den datum van het in werking treden der bepalingen betreffende het zegelrecht met uitzondering van die welke het voorwerp van artikelen 13, 17 en 18 uitmaken.

Gegeven te Brussel, den 15^e Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.

